

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F80.

Algérie 1.60 dinar. Belgique 18 FB. Grèce 22 DR. Hollande 1 florin. Italie 350 L. Luxembourg 15 FL. Maroc 2.10 dirams. Portugal 15 escudos. Suisse 2.25 FS

Après la grève générale qui a paralysé tout le pays

ETAT D'URGENCE EN TUNISIE

● Les affrontements ont fait plusieurs morts

Lire page 3



Dans les rues de Tunis (photo AFP).

L'otage et l'arbitre

On comprend que Giscard ait mis plusieurs jours à peaufiner le discours qu'il prononcera ce soir sur « le bon choix » pour la France. Il lui faudra en effet s'engager dans la compétition électorale, tout en gardant la fonction d'arbitre que lui permet la Constitution de 1958.

Aujourd'hui, la deux ailes rivales de la bourgeoisie ont chacune une idée de l'engagement de Giscard dans la campagne : pour Chirac, il faudrait qu'à Verdun-sur-le-Doubs, Giscard ne se contente pas de parler de la nécessité de battre l'opposition. Il faudrait qu'il mette son mandat dans la balance, qu'il annonce que la victoire de la gauche ouvrirait une crise irrémédiable et le chaos institutionnel. Qu'il aille même jusqu'à laisser présager l'épreuve de force que ses pouvoirs lui permettent d'engager. Ce n'est pas l'intention de Giscard. De la même façon qu'il s'est constamment refusé aux élections anticipées que le RPR appelait de ses vœux, Giscard se gardera d'annoncer un coup de force au lendemain d'une victoire éventuelle de l'Union de la gauche. Il laissera au contraire ouverte la possibilité d'une alliance avec des forces aujourd'hui dans l'opposition. Déjà, ce qu'il a dit à Auxerre hier donne le ton : ouverture, tenacité, unité. Tel est le simple slogan qu'il a lancé. Il répondait ainsi à Chirac qui avait déclaré, mercredi à Bordeaux : « Toute espérance d'alliance ou de compromis avec certains de nos adversaires n'est qu'un rêve engendré par la faiblesse ou l'illusion. »

Ces deux méthodes, celle de Chirac comme celle de Giscard, ne sont que des esquives pour tenter de différer la crise des institutions. Mais, tous deux sont d'accord pour préserver l'arsenal des pouvoirs qu'elles confèrent au président qui sont un atout irremplaçable dans les mains de la bourgeoisie face à la classe ouvrière. C'est ce qu'a voulu dire Peyrefitte lorsqu'il a déclaré : « En cas de victoire de l'Union de la gauche, le président serait l'otage du peuple français. » Il voulait dire son recours suprême.

C'est là une arme qu'il n'est pas question de laisser à nos adversaires de classe et c'est là tout le sens de ce que nous disons lorsque nous exigeons : « *Dehors Giscard* », « *Abrogation de la Constitution de 1958* ». En ce domaine, PC et PS ne font qu'apporter un renfort à la bourgeoisie lorsqu'ils acceptent de garder les institutions et Giscard comme viennent de le confirmer, hier, sans ambiguïté Gaston Defferre et Robert Fabre. Cela soulage visiblement Peyrefitte qui écrit : « *Heureusement, tout le monde s'est fait à l'idée que même si l'opposition gagnait, le devoir de Giscard serait de rester à l'Élysée.* » « *Tout le monde ?* » Peyrefitte ne devrait pas faire fi de la volonté des travailleurs. Et cesser de « faire de la politique avec des otages ».

Madeleine Verdi

N° 561 VENDREDI 27 JANVIER 1978

Au festival homosexuel de la Pagode à Paris D'ORNANO INTERDIT UN FILM SUR TROIS

Depuis une semaine un festival de films homosexuels se tient à la Pagode à Paris. Hier arrive une lettre du ministère de la Culture et de l'environnement. Elle dit qu'il n'est pas « question d'accorder une autorisation exceptionnelle aux films démunis de visas d'exploitation ». Un tiers des films du festival sont dans ce cas. La lettre ajoute : « Les projections actuellement entreprises qui n'auraient pas fait l'objet d'une autorisation devront être arrêtées dès réception de la présente lettre. »

Le GLH Paris, co-organisateur du festival, avait fait une demande de subvention il y a un mois au ministère. La liste de tous les films prévus était jointe à la demande. Les films sans visa sont déjà passés dans des festivals reconnus par le très officiel Centre national du cinéma qui leur avait accordé des dérogations. Certains ont même été primés. *La Cité des neuf portes* a eu le grand prix du festival d'Hyères et *Adèle Spitzede* obtenait celui de la critique. On ne peut que conclure, avec le GLH, que c'est le caractère homosexuel de ce festival qui provoque les foudres du ministère et lui enlève toute légitimité culturelle et cinématographique. Par une interdiction aussi arbitraire que ridicule, d'Ornano démontre, s'il en était encore besoin, que, où qu'on le mette, il ne fait que des bêtises. Son pauvre prétexte administratif ne trompe personne. S'il pense à faire porter l'étoile rose aux homosexuel/les, qu'il sache que cela non plus ce ne sera pas une bonne idée. Les nazis y avaient déjà pensé.

Rendez-vous à la Pagode, que le festival continue.

Les « vrais » ravisseurs du baron Empain veulent de l'argent

● Les méthodes de gangsters n'étant pas réservées aux gangsters, certains avaient évoqué un prochain contrat de 3 milliards de francs que le baron devait signer pour expliquer son enlèvement. Le plus intéressant est que cette hypothèse venait des milieux du CNPF. Hier, le correspondant anonyme de l'AFP revendiquant une nouvelle fois le rapt et réclamant 15 millions de francs a fait allusion au dossier Framatome-CEA, c'est-à-dire au contrat du baron avec l'Etat pour la construction des centrales nucléaires. En fait, les « vrais » ravisseurs sont connus depuis lundi dernier. Ils veulent de l'argent, des milliards. C'est dire qu'on a été quelque peu manipulés depuis le début de cette affaire d'enlèvement d'un patron. Méthode de gangsters...

Lire page 9

Grève chez Jacques Borel International

● Depuis une semaine, les employés du trust de la restauration sont en grève. Hier soir, quatre élus du personnel étaient traduits devant le tribunal des référés pour leur participation au piquet de grève qui bloque la sortie des tickets de restaurant. Prélude à une intervention policière ?

Lire page 8

Ce soir, à vos postes sur FR 3

● Dans le cadre des « tribunes libres » de la télévision sur FR 3, la Ligue communiste révolutionnaire s'exprimera ce soir, à 19 h 40. A quelques semaines des élections législatives, où la LCR présente des candidats dans le cadre de l'accord « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », c'est une excellente occasion de prendre connaissance du programme de la LCR et d'en débattre.

« C'est pour collaborer à la relance du capitalisme que nous demandons aux ouvriers de faire des sacrifices »,

déclare Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL, et membre du PC italien

Lire page 3

PAS DE PANIQUE...



Un drame

« Je lisais l'autre jour dans *Libération* un papier ironique sur la situation politique : nul, disait-il, n'est descendu dans la rue pour défendre l'Union de la gauche défunte. Il ajoutait que c'est finalement l'extrême gauche qui avait le plus plaqué l'unité ouvrière.

« L'heure me paraît grave, extrêmement grave, et je ne dois pas être le seul à penser ainsi. Se joue en ce moment, comme le disait justement Edmond Maire, le sort d'une génération. Nous avons vécu l'après-1968 dans l'espoir d'un remake réussi, armé.

« C'est une réalité amère qu'on ne doit plus, à mon avis, nier.

« Le discours sur la nature de l'Union de la gauche n'y change rien même s'il reste valide. Autrement hétérogènes et ambigus étaient les Fronts populaires espagnol et français : on connaît la suite...

« N'en déplaise à Lutte ouvrière et bien d'autres camarades, l'arrivée au gouvernement des réformistes changerait immédiatement la vie des travailleurs et avant tout leur horizon politique et leurs possibilités d'organisation.

« Alors ? Nous sommes en face, je n'hésite pas à le penser, d'une situation inouïe : une classe ouvrière qui n'a cessé depuis 1968 d'accumuler ses forces, un mouvement social d'une grande richesse surtout par ses promesses, une perspective politique claire et crédible même si ce n'est pas la nôtre et pourtant l'impasse.

« L'évidence s'impose : le PC, malgré ce qu'écrivait Krivine je crois récemment, n'a pas modifié son attitude après sa conférence nationale, son but n'est pas seulement de négocier sa place dans l'appareil d'Etat et les entreprises nationalisées.

« Alors ? Se pose une nouvelle fois le problème de la nature du PC. Comment rendre compte d'une réalité aussi contradictoire ? Comment parler à la fois d'une base ouvrière souvent combative, de cadres ouvriers et syndicaux qui sont, nous l'espérons, des révolutionnaires de demain et d'une bureaucratie cynique et calculatrice qui n'hésite pas à briser les espoirs d'un peuple ?

« En d'autres termes, comment expliquer que le rapport de la direction du PC aux masses et à ses militants ne soit pas assez dialectique pour imposer un rétablissement de l'union ?

« Si on admet la base du PC unitaire (la moitié des délégués de la CN ont adhéré après 1968 !) comment comprendre la faculté incroyable avec laquelle le PC se joue d'elle ? Je crois, sans pouvoir

l'affirmer, que nous avons trop insisté ces dernières années sur le « procès de social-démocratisation du PC » et pas assez sur sa nature profonde stalinienne qui fait qu'il reste et restera des partis sociaux-démocrates.

« Le pouvoir, en cette période de crise économique mondiale, est pour le PC une aventure dangereuse dans laquelle l'appareil en tant que structure de privilèges établis a peut-être plus à perdre qu'à gagner. Il ne faut pas hésiter à voir dès aujourd'hui une dissociation fondamentale entre les intérêts de la classe ouvrière et du peuple français et ceux de la bureaucratie du PC. Ce qui ne veut pas dire que la position de la direction stalinienne est inamovible : celle-ci peut bouger si le lien avec la classe ouvrière qui est la force de la bureaucratie est en cause. Mais fondamentalement, je crois que les intérêts de caste sont prédominants.

« Ma crainte est grande que les prochaines années soient pour moi et beaucoup d'autres si la victoire ne vient pas, celles du P 38. »

Salut communiste

Que se passe-t-il à Edouard-Toulouse ?

Mardi 17 janvier, deux adolescentes mouraient dans une cellule de l'hôpital psychiatrique Edouard-Toulouse à Marseille.

Deux jours plus tard, dans le même hôpital, un jeune réussissait un suicide aux médicaments.

Dans la presse régionale, à la radio, une même question apparemment naïve revient : « Que se passe-t-il à Edouard Toulouse ? » Une véritable campagne de presse est orchestrée, en particulier par « le Provençal » de Defferre. Campagne de presse, car les tentatives de suicide, les morts, les enfermements en cellules, sont le lot quotidien des hôpitaux psychiatriques et cela n'affecte pas le monde en général.

Nous ne défendons pas le système asilaire, au contraire.

Nous n'avons pas le « réalisme » de penser qu'il faut bien en passer par là, les cellules, les camisoles de force ou chimiques. Nous pensons qu'il est indispensable que chacun sache ce qui se passe dans les hôpitaux psychiatriques, qu'il faut dénoncer la facilité avec laquelle un voisin, un parent, la police peuvent, grâce à la loi de 1848 (il y a 140 ans !), placer quelqu'un à l'HP et les difficultés que rencontrent les victimes de ces placements pour sortir de « l'asile de fous ».

Les hôpitaux psychiatriques servent à recueillir pour les y voir mourir les vieillards dont les familles ne peuvent plus s'occuper, et qui sont rejetés par les maisons de retraite. Ils servent à garder en vie des êtres humains condamnés jusqu'à leur mort à une vie végétative, à être le déversoir de la misère humaine, de la misère du système dans lequel nous vivons : des hommes, des femmes, cassés par la vie quotidienne, par la solitude affective, par la violence de tous les jours, celle du travail, celle de la pauvreté ; des adolescents, des enfants de familles immigrées, familles de huit, dix enfants, parqués dans des cités sordides, amenés un jour à l'HP par la police souvent, par la famille elle-même quelquefois, souvent après le passage en taule. Pour le plus grand nombre, l'HP est la dernière étape. A moins d'en sortir rapidement, il deviendra le triste refuge, la protection contre le monde extérieur avec le chômage, la peur et l'isolement.

Pour la société, c'est la poubelle dont on aime bien le couvercle reste fermé.

Pour le gouvernement, l'HP, plus que jamais, doit rester l'asile : blocage de l'embauche d'infirmiers, embauche par contre de personnels non qualifiés et sous-payés dont on accroît sans cesse les tâches. *Le Provençal*, *Le Monde*, et même *la Marseillaise* et *l'Humanité* accablent la thèse des infirmiers négligents et même criminels (involontaires).

Nous n'avons jamais soutenu les pratiques réactionnaires de médecins ou d'infirmiers. Mais, dans cette histoire, il n'est pas question qu'ils soient les boucs émissaires. Nous exigeons qu'aucune sanction ne soit prise contre les deux infirmiers actuellement mis à pied. Car nous le disons, ce qui est arrivé à ceux-là, hier, est arrivé à d'autres auparavant, peut nous arriver demain.

Car enfin, le reproche qui est fait aux infirmiers, c'est justement le manque de fermeté, d'autorité, de ne pas avoir procédé à une fouille humiliante ou de ne pas avoir injecté une dose de 10 cm3 de droleptan. Surtout, on leur reproche de ne pas avoir suivi la voie administrative qui exige qu'un coup de téléphone soit donné à l'interne avant la mise en cellule. La mort doit être réglementaire.

Alors, à la question des journaux, nous répondons : « Mais que se passe-t-il à l'extérieur pour qu'on vienne mourir à l'HP ? »

Cellule Edouard-Toulouse de la LCR

OBJECTIF 15000

LA GRILLE DE DIFFUSION DE ROUGE

Rouge, comme tous les quotidiens nationaux, est diffusé par les NMPP (Nouvelles Messageries de la presse parisienne). Celles-ci acheminent le journal depuis les imprimeries de Montreuil, Lyon (à partir de février), Marseille — le Muy exactement — et Toulouse, jusqu'à des « dépôts centraux » par ville, et ensuite jusqu'aux kiosques à journaux. C'est un système considérable, capable de répartir en quelques heures des paquets de journaux sur toute la France. L'acheminement se fait par voitures, camions, cars et trains.

Le routage pour Rennes, par exemple, se fait comme suit. Des paquets de 250 journaux sont ficelés à la sortie de la rotative à Montreuil, ils sont emportés par camions à un centre de tri à La Villette, où ils doivent arriver avant 0 h 10, dernier délai, sinon nous sommes diffusés avec les journaux du soir. Là dans un gigantesque hall, les journaux sont triés et répartis par localité. A 1 h la voiture de Rennes attend le dernier journal pour partir. Elle ne peut pas être en retard : à Rennes il y a des réexpéditions vers toute la région par cars ou par trains, et ceux-ci n'attendent pas. Sur Rennes le dépositaire central effectue, dès réception des journaux pour la ville, un nouveau tri kiosque par kiosque. Vers 5 h 30 ou 6 h du matin les voitures du dépôt central NMPP de Rennes partent faire la distribution dans les kiosques. Si tout s'est bien passé, *Rouge* est en vente à 6 h 10.

font que la vente peut doubler un jour sur un point de vente et se diviser par deux sur un autre point de vente. Notre « grille de diffusion » (le nombre de journaux que nous diffusons chaque jour sur les points de vente) doit donc être supérieure aux ventes. Le calcul de cette grille est bien sûr très important : si nous diffusons trop de journaux nous aurons des frais inutiles, et si inversement nous en diffusons trop peu nous manquerons des ventes.

La grille doit serrer au maximum les ventes et avoir suffisamment de souplesse pour s'adapter à leurs fluctuations. Enfin nous devons avoir plusieurs grilles, chacune correspondant à une situation de vente : période normale, événement politique (légère hausse de la diffusion), grand événement national ou international (résultat des élections, grève nationale, etc., hausse très importante de la diffusion).

Diffusion, « invendus », « retours » etc.

Les journaux diffusés et restant invendus sont réexpédiés en « retours d'invendus », il reprennent le chemin inverse. On ne peut connaître nos chiffres de vente qu'en faisant la soustraction entre le chiffre de diffusion et le chiffre de « retours d'invendus ». Cela explique le délai, parfois assez long, qu'il faut pour avoir nos

chiffres de vente : l'ensemble des retours d'invendus doivent avoir été faits, ce qui est long car ils ne se font pas tous au jour le jour, mais par paquets groupant plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Pour avoir une bonne diffusion

Pour réduire les coûts sans devenir introuvable, il nous faut contrôler nos ventes. Des camarades sont ainsi « contrôleurs des ventes », ils vérifient la diffusion du journal, la modifient si nécessaire, contactent régulièrement les dépositaires et les kiosquaires, et analysent les résultats obtenus. Cette tâche indispensable est en même temps pour eux une occasion de se familiariser avec la presse, avec la diffusion de la presse ouvrière, ses points forts, ses quartiers faibles, etc.

Nous sommes parvenus en mettant un réseau (encore trop peu dense) de « contrôleurs de vente » à améliorer sensiblement notre rapport diffusion/vente. Aux premiers mois du journal nous vendions 1 *Rouge* pour cinq diffusés. Depuis un an nous vendons un *Rouge* pour trois diffusés. Ce résultat est moins bon que les autres journaux, car *Rouge*, moins vendu, doit quand même être présent partout.

Demain : Comment contrôler les ventes, et utiliser les services NMPP.

ABONNEMENT

	Normal	Collectivités	Etranger
1 an	400 F	275 F	650 F
6 mois	200 F	140 F	325 F
3 mois	110 F	110 F	180 F

— Comptez un délai de dix jours entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.

— Le chèque barré est à l'ordre de la SPN, avec la mention « abonnement ».

— Pour les-phis fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.

— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption, joindre 2 F en timbres.

— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

ABONNEMENTS LEGISLATIVES

Profitez de la pagination sur seize pages pendant les mois de février et de mars ; utilisez « Rouge » pendant la campagne des législatives : pour 100 F, abonnez quatre amis, collègues d'atelier ou de bureau, militants, pour quinze numéros.

Chèque à l'ordre de la SPN, mention abonnements sur l'enveloppe.

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Tél : 806.00.80 à 84.
Télex : PRENO A 211.628 F.
Edité par la SPN (Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46.722.
Imprimé par Rotographie à Montreuil ;
Riccabono (pour le Sud-Est) ;
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

VENTES PARIS-SURFACE

Lundi : 2870

Mardi : 2676

Mercredi : 2 712

Je désire prendre contact avec la LCR
NOM

PRENOM

ADRESSE

PROFESSION

LIEU DE TRAVAIL

A retourner à « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

LA GREVE GENERALE A PARALYSE TOUTE LA TUNISIE

- Le gouvernement a décrété l'état de siège
- Plusieurs victimes dans les affrontements

La journée de grève générale décrétée par l'Union générale des travailleurs tunisiens, a été très suivie. La provocation du régime contre les travailleurs ne devait rester sans réponse. Malgré un quadrillage de la police et de l'armée des centres-villes, les travailleurs, les jeunes ont exprimé leur horreur d'un pouvoir qui n'hésite pas à tuer pour sauvegarder son intérêt. Le bilan est très lourd.

Aujourd'hui comme hier, ce sont les travailleurs qui sont visés par la répression et déjà les premiers bilans sont lourds en morts et blessés. Il faut qu'une mobilisation sans précédent se déclenche en France et à l'étranger afin que les travailleurs tunisiens ne soient pas isolés.

L'état de siège décrété, les villes assiégées par d'importantes forces de police et de l'armée, voilà la réponse du pouvoir destourien à la grève générale qui a paralysé l'ensemble du pays.

Dès mercredi soir, les forces de répression ont encerclé les points névralgiques de la capitale et des différents centres dans les principales villes tunisiennes.

Les organes de propagande, télévisions et radios, diffusaient par intermittence des appels à la population et aux travailleurs de rejoindre leur poste de travail et de ne pas suivre le mouvement de grève générale. Dans un premier temps, c'est-à-dire mercredi après-midi, ces appels étaient plus un appel à « la raison » et au « dévouement ». Mais rapidement, cela va se transformer en de véritables appels provocateurs et menaçants.

On entendait à la radio que l'ensemble des travailleurs des secteurs publics et des principales entreprises du pays devaient rejoindre leur poste de travail et cela en vertu d'un décret promulgué le soir même (numéro 47-48) par le Premier ministre, et qui réquisitionnait de fait les travailleurs de ces secteurs. La provocation va atteindre son paroxysme quand dans la soirée de mercredi et durant toute une partie de la nuit, d'une manière répétée, la radio comme la télévision vont appeler à la délation ouverte.



H. Bourguiba

tre ville. On devait rapidement se rendre compte que la police utilisait pour la première fois des balles en caoutchouc... Durant toute la nuit de mercredi à jeudi, le local de l'UGTT était assiégé par les forces de répression. Tous les syndicalistes qui étaient sur place ne purent avoir de

contact avec l'extérieur et personne ne pouvait approcher le local.

Jeudi tôt dans la matinée, les forces de répression campaient aux différents points névralgiques du centre de la capitale. Seuls quelques bus ont circulé dans le centre-ville ce qui indique que le mouvement de grève allait être suivi. Dans un premier temps, et malgré la tension qui régnait durant toute la soirée, tout semblait être calme.

Rapidement, les attroupements autour de la place Mohamed-Ali (lieu du siège du syndicat) vont être dispersés avec une rare violence par la police. Encore une fois l'usage des gaz lacrymogènes et des balles de caoutchouc n'ont pas fait défaut.

Les quelques magasins qui ont ouvert leurs rideaux, ce matin de jeudi, les ont refermés aussitôt. De même pour les banques et pour les cafés, les marchés. Comme prévu, la provocation des forces répressives va faire monter la tension et de nouveau les manifestations vont avoir lieu de manière éclatée dans la capitale. Des dizaines de magasins, certaines entreprises dont le siège d'Air-France, ainsi que des autobus et des voitures ont eu leurs vitres brisées au cours des affrontements.

De violents affrontements

En début d'après-midi, toute la capitale était quadrillée, comme sous le colonialisme, avec interdiction de circuler dans certaines artères de la ville. Mais les manifestations vont éclater à la périphérie du centre-ville quadrillé. Des affrontements encore plus durs que ceux de la matinée vont avoir lieu. Et c'est avec une sauvagerie digne des militaires sous la colonisation que vont



Les BOP encerclant la place Mohamed Ali, lieu du siège de l'UGTT. Armés et entraînés par l'impérialisme américain.

répondre les forces de l'ordre. Bombes lacrymogènes, balles de caoutchouc, et y compris armes à feu ont été utilisées.

Chiffrer les blessés, les arrestations, les morts dans de tels moments est une tâche difficile, mais si l'on peut déjà relever des centaines de blessés parmi les manifestants, voire même des morts, au moins pour un, on est quasiment certain.

Un jeune manifestant, descendu crier son horreur du régime bourgeois, a été lâchement abattu par les forces de répression, ses camarades l'ont porté tout ensanglanté et ont parcouru les rues de la ville à bout de bras pour le montrer, en criant des slogans et en affirmant leur hargne à un régime assassin.

Officiellement, on a fait part de la mort de certains membres des forces de l'ordre. On n'a pas indiqué le chiffre de ces derniers. Cela pré-

sage de l'importance des victimes parmi les manifestants.

L'armée qui, dans un premier temps, a été confinée dans la tâche de défense des lieux publics (ministères, administrations, etc.) est intervenue, et le centre de la capitale voyait pour la première fois des voitures blindées qui n'ont cessé de patrouiller dans la ville et sa périphérie. En cette fin de jeudi, le bilan est trop lourd en victimes pour que le mouvement de grève commencé hier puisse être arrêté. La terreur et l'épreuve de force qu'a voulues le régime chancelant, il les a eus. L'étendue du mouvement de grève, les manifestations qui ont eu lieu partout dans le pays sont une lieue cinglante à un régime discrédité.

Ce régime assassin chancelant doit être mis à bas. La grève générale de jeudi est un début.

Abdel Malek Chakib

« Tout gréviste est un hors-la-loi... »

Il était affirmé que tout travailleur n'ayant pas rejoint son poste de travail le jeudi serait considéré comme un hors-la-loi et tomberait de ce fait sous le coup des lois d'urgence, promulguées pour la première fois depuis l'indépendance.

Cela n'a pas empêché, dès mercredi, les travailleurs, les jeunes, les chômeurs et même des gamins de sortir dans la rue et de manifester au nez et à la barbe de l'ensemble des forces de répression.

Les manifestants ont harcelé les forces de l'ordre par des coups de pierre en scandant, poings levés, « voleurs de l'argent du peuple » et entonnaient l'hymne de la résistance au colonialisme marquant par là la similitude des situations.

Les affrontements devaient durer toute une partie de la nuit et officiellement on faisait état de 84 arrestations parmi les manifestants. On aurait même entendu des tirs d'armes automatiques dans le cen-

«C'est pour collaborer à la relance du capitalisme que nous demandons des sacrifices aux travailleurs»

déclare Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL, membre du PC italien

Dans une interview d'une page au quotidien romain *La Repubblica*, L. Lama, secrétaire général de la CGIL, le premier syndicat italien, présente sa philosophie des « sacrifices ». Nous reproduisons ici quelques extraits de cette interview.

« Le syndicat propose aux travailleurs une politique de sacrifices. Des sacrifices non marginaux, mais substantiels. » « Si nous voulons être cohérent avec l'objectif de diminution du chômage, il est clair que l'amélioration des conditions des ouvriers occupés doit passer en seconde ligne. »

Cela signifie « que la politique salariale au cours des prochaines

années devra être très contenue, les améliorations que l'on pourra demander devant être échelonnées sur les trois années de durée des contrats, tout le mécanisme de la caisse d'intégration devra être revue de fond en comble. Nous ne pouvons plus obliger les usines à garder un nombre de travailleurs supérieurs à leurs capacités productives et nous ne pouvons pas non plus prétendre que la Caisse d'intégration assiste de façon permanente les travailleurs en excès. Dans notre document, nous disons que la Caisse doit assister les travailleurs pour une année et pas plus (...). En somme : mobilité réelle de la main-d'œuvre et fin du

système du travail assisté en permanence. »

Il s'agit d'un tournant dans la politique syndicale car jusqu'ici « on établissait un certain niveau salarial et un certain niveau d'emploi et ensuite on demandait que les autres éléments économiques soient fixés de façon à rendre possible ces niveaux de salaire et d'emploi. Et bien nous devons être intellectuellement honnêtes : c'était une bêtise, parce que dans une économie ouverte, les variables sont toutes dépendantes les unes des autres. »

« Naturellement, nous n'abandonnons pas les licenciés à leur sort. Notre proposition est que les

licenciés soient inscrits sur des listes spéciales et aient la priorité absolue pour l'embauche. » « Le capitalisme est dans une phase déclinante. Mais cela ne signifie pas du tout que, à moyen terme, il ne puisse pas encore soutenir d'intenses phases de développement (...). »

Je répète : c'est justement pour collaborer à cet objectif et l'utiliser pour résorber le chômage que nous appelons la classe ouvrière à un programme de sacrifices. »

Si cette ligne ne passe pas dans la classe ouvrière « cela signifie que les égoïsmes sectoriels auraient gagné. Si cela arrivait, il n'y aurait plus d'espoir pour ce pays. »

LES PATRONS D'ABORD !

• Le comité central du PCI réaffirme la nécessité d'un « gouvernement d'urgence »

Les choses sont ainsi dites clairement. C'est pour sauver le capitalisme que les responsables communistes et syndicaux italiens montent en première ligne pour demander aux travailleurs de se serrer la ceinture. Lama, secrétaire général de la CGIL et membre du PCI, le dit, on ne peut plus nettement, dans son interview (voir citations ci-dessous).

Et pour cela les moyens sont simples : il faut adapter les revendications salariales aux exigences des profits patronaux ; il faut « licencier les travailleurs excédentaires ». Le terme a dû choquer puisque jeudi, Lama envoyait un rectificatif à *la Repubblica* pour préciser : « En substance, reconnaître comme je le fais que le personnel excédentaire ne peut pas être indéfiniment à la charge des entreprises ne peut pas signifier faire des « excédentaires » des « licenciés ». » Et cela signifie quoi, alors ? Les deux millions de chômeurs italiens se foutent des scrupules sémantiques de Lama !

Pour qui suit la politique du PCI et du mouvement syndical italien, ces propos ne sont apparemment pas nouveaux et représentent une bonne synthèse de l'action de ces directions depuis dix-huit mois. Et pourtant trois points essentiels sont introduits qui marquent un pas significatif de plus dans la voie de la cogestion. Premièrement, les responsabilités de la crise économique sont mises uniquement sur le dos de la politique syndicale et des

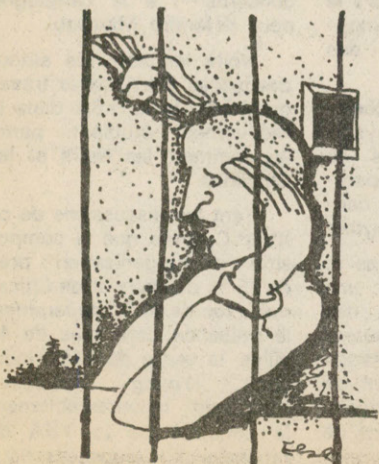
travailleurs. Pas un mot de la politique patronale que, jusqu'à un passé récent, les dirigeants syndicaux comptaient encore comme « une » des causes de la crise.

Deuxièmement, les sacrifices ne sont demandés qu'aux seuls travailleurs. Finies les grandes déclarations sur les « sacrifices partagés ». Après avoir énumérés, sur une page entière de journal, les sacrifices demandés aux ouvriers, il ajoute, juste en passant, que : « Bien sûr, toutes les catégories doivent faire de même ». Et comment donc ! Et Lama parle quelques jours après que la direction de la Fiat ait annoncé que 1977 avait été, pour l'entreprise turinoise, « une année en or » !

Enfin, il ne s'agit plus d'ouvrir la voie à une transformation de la société, mais, plus prosaïquement, de « collaborer à la relance du capitalisme ». Et si les travailleurs n'acceptaient pas sa ligne, « il n'y aurait plus d'espoir pour le pays ».

Non, les travailleurs ne sacrifieront pas un pouce des conquêtes obtenues aux prix de dures luttes pour remplir les coffres de patrons qui les exploitent, les usent puis les jettent à la rue. Non, ils ne paieront pas les frais de la crise mais se retourneront contre ses responsables. Lama place ses espoirs dans le capitalisme, les travailleurs dans son renversement. !

Anna Libera



et pourtant elle tourne

• *Communiqué des Jeunesses ouvrières révolutionnaires*

Santiago Alegria, militant du Parti ouvrier révolutionnaire espagnol (PORE), actuellement sous les drapeaux, va passer devant le conseil de guerre. L'acte d'accusation stipule : « Santiago Alegria est membre du PORE, parti non légalisé et dont le but est de prendre le pouvoir pour implanter une économie socialiste planifiée, qui à son point extrême (sic!) se décidera pour une insurrection. »

Alors qu'il fut arrêté, à l'origine, pour vol d'armes, accusation retirée par la monarchie sous la pression de la mobilisation ouvrière, les Jeunesses ouvrières révolutionnaires (JOR), section française de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ) appelaient à un meeting, le 26 janvier, pour préparer une manifestation devant l'ambassade d'Espagne pour la libération immédiate de Santiago Alegria, pour la légalisation du PORE.

• *Deux journées d'information contre la répression en Amérique latine à Louviers*

A la salle des fêtes de Louviers, entrée libre. Vendredi 27 janvier, à 21 h, film-débat : « la Spirale ». Samedi 28 janvier : de 14 à 19 h : exposition, diapositives, débat et sans doute un autre film. A 21 h : les Karaxu, chants de l'Amérique latine insoumise.

• *Il y a cinq ans, la mise hors la loi de l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM)*

Le 24 janvier 1973, le pouvoir réactionnaire marocain décrétait l'interdiction de l'UNEM et procédait à l'enlèvement de ses responsables et de plusieurs de ses militants. Depuis, le mouvement étudiant marocain, à l'intérieur comme à l'extérieur du Maroc, n'a cessé de mener une lutte continue pour la levée de l'interdiction de l'UNEM, la libération de ses responsables et militants et les garanties démocratiques au Maroc.

Pour commémorer cet événement, la section de Paris de l'UNEM a organisé une semaine de lutte marquée notamment par une grève de la faim, du 23 au 27 janvier, et un meeting, le 27, à la cité universitaire internationale.

Cette semaine s'inscrit dans le cadre général de la lutte de notre peuple contre le régime réactionnaire qui, derrière le masque d'un pseudo-libéralisme, mène une guerre criminelle au Sahara et maintient une répression constante à l'intérieur de notre pays.

Aujourd'hui, vendredi 26 janvier, au sixième jour de la grève de la faim, entamée pour le respect de la légalité de l'UNEM, se tiendra le meeting à la maison d'Italie de la cité universitaire internationale, 9, boulevard Jourdan, Paris 75014, avec la participation du président de l'UNEM, actuellement en France, Aziz Menehbi.

• *Campagne contre les élections municipales en Pologne*

Le Mouvement de défense des droits de l'homme et du citoyen lancé à l'initiative du KOR met en garde dans des tracts la population polonaise contre le caractère « non démocratique » des élections aux « conseils populaires » qui doivent se dérouler dans tout le pays le 5 février prochain.

Le Mouvement rappelle que la Constitution polonaise stipule que « tout citoyen a le droit de voter et celui d'être élu » et estime que « ces élections ne sont pas démocratiques puisque l'électeur ne peut voter que pour des candidats jouissant de la confiance des autorités. » Le Mouvement a également remis à la presse étrangère un communiqué dans lequel il énumère les « vexations » auxquelles sont en butte les personnes qui, dans les lieux publics, distribuent ces tracts.

• *Au Nicaragua, l'opposition conservatrice demande la démission du dictateur Somoza*

Le Parti conservateur du Nicaragua a réclamé mercredi la démission du chef de l'Etat, Anastasio Somoza. Cette demande a été aussitôt appuyée par l'Union de libération nationale (UDEL), qui regroupe des conservateurs, les sociaux-démocrates, les communistes du PSN et l'extrême gauche du Front sandiniste (FSLN).

La demande du Parti conservateur intervient au moment où une grève générale, décidée mardi en signe de protestation contre l'assassinat, il y a quinze jours, du journaliste et homme politique conservateur Pedro Joaquín Chamorro, paralyse le pays.

Le report inopiné de la visite prévue du sous-secrétaire d'Etat US aux affaires interaméricaines retire encore un peu plus de légitimité internationale à la dictature finissante.

• *Début du procès de Irmgard Möller et Bernhard Braun, en mars*

C'est le 6 mars que les militants de la RAF, Irmgard Möller et Bernhard Braun, comparaitront devant le tribunal-forteresse de Stuttgart-Stammheim. Le procès est prévu pour durer plusieurs mois et deux cent témoins seront entendus à la barre au cours d'une trentaine d'audience.

Grève générale des dockers allemands Une première fissure dans la paix sociale à la Schmidt

Depuis mardi 6 h du matin, les 20 000 dockers d'Allemagne fédérale sont en grève générale illimitée pour obtenir satisfaction de leurs revendications salariales. Les centres de cette grève sont les ports de Hambourg (12 000 grévistes), Bremerhaven, Cux-

haven, Lübeck, Emden, Brake et Nordenham. La grève a éclaté, au cours des négociations salariales annuelles qui sont actuellement en cours dans toutes les catégories, face aux résistances patronales.

Francfort, de notre correspondant.

Les travailleurs ont mis en avant une revendication de 9 % de hausse et, après une semaine de négociation le patronat ne proposait toujours que 5,6 %. Non seulement la grève, mais également le refus, par la bureaucratie syndicale, de cette offre patronale sont plus qu'inhabituels dans l'Allemagne de Helmut Schmidt.

En effet, la bureaucratie de l'IG Metall, le plus puissant syndicat allemand, a fait une vaste campagne de propagande ces dernières semaines, au cours de laquelle son secrétaire Lederer clamait : « Nous ne sommes pas intéressés par des résultats obtenus par la lutte. » Autrement dit : pas question de grèves. De même l'offre patronale de 5,6 % aurait été acceptée très favorablement par la bureaucratie de la métallurgie. Car derrière le cas précis des dockers, l'enjeu de cette grève c'est tout le déroulement des négocia-

tions salariales en cours dans tous les secteurs.

Les dirigeants syndicaux arrivèrent la semaine dernière aux négociations avec une demande de 9 % de hausse salariale. Les représentants du patronat avancèrent 5 % qui est la limite suggérée par les officines gouvernementales.

97 % pour la grève

La négociation commença pour la recherche d'un accord librement consenti, comme le spécifie la législation réactionnaire en vigueur. Un premier médiateur intervint pour proposer un compromis à 5,3 %. Mais les militants syndicaux étaient déjà fortement mobilisés et la bureaucratie ne peut pas accepter. Un second médiateur proposa 5,7 %, mais c'était trop tard. Un vote fut organisé dans les ports : 16 000 des 20 000 dockers y participèrent, et sur ceux-ci 97 % se prononcèrent pour la grève.

La veille du début de la grève officielle, un mouvement spontané avait commencé à Hambourg où la seconde équipe ne s'était pas rendue au travail.

Le principal négociateur du syndicat devait d'ailleurs déclarer très ouvertement au quotidien patronal *Handelsblatt* qu'ils étaient obligés d'agir afin d'empêcher que l'action des militants ne se développe de façon autonome.

La grève est suivie à 100 % dans tous les ports, mais il n'y a aucun mouvement d'auto-organisation. La direction de la grève n'est pas élue mais nommée par les responsables syndicaux. Cependant les directions syndicales demeurent sous la pression de leur base et une information non démentie stipule qu'elles viennent de refuser une offre de 6 % par les patrons, alors que ce chiffre était leur objectif il y a seulement quelques jours. Les grévistes, eux, ne semblent pas décidés à céder à moins de 8 %.

Ils en appellent à la solidarité internationale et un appel a été lancé par la Fédération internationale des transports pour que les navires allemands soient boycottés dans les ports européens.

La signification de cette grève est particulièrement importante car elle montre l'exemple d'une autre voie à suivre pour mener les négociations salariales. Déjà, mardi et mercredi, 20 000 travailleurs des centres sidérurgiques Von Thyssen ont déposé les outils pendant deux heures contre l'offre patronale de 1,75 % (dans ce secteur, le patronat invoque la crise de la sidérurgie pour proposer une « pause salariale » aux ouvriers). Des premiers signes de résistance apparaissent aussi dans l'industrie automobile.

Ainsi, avec la mobilisation des syndicalistes des ports apparaît une première fissure dans l'Allemagne de la paix sociale.

M.D.



Peter Camejo du SWP, s'adressant aux délégués du congrès de la YSA.

Le 18e Congrès de la Young Socialist Alliance des USA Une organisation de jeunesse révolutionnaire dans la citadelle impérialiste

Le congrès de la Young Socialist Alliance (YSA, organisation de jeunesse du Socialist Workers Party, organisation trotskyste américaine) s'est tenu à la fin décembre. Nous revenons aujourd'hui sur ce

Fondée dès le début des années soixante la Young Socialist Alliance a participé de tous les combats de la jeunesse américaine contre l'impérialisme, notamment au travers de l'ensemble des mobilisations de masse contre la guerre du Vietnam où elle fut à l'initiative d'un des plus importants mouvements de masse étudiant contre la guerre : le Student Mobilisation Committee.

Aujourd'hui, plus de quinze ans après, alors que les activités de la YSA ont contribué activement à la construction du parti révolutionnaire dans la citadelle impérialiste, ce congrès abordait une nouvelle étape. Cette nouvelle étape est à l'enseignement du tournant des trotskystes américains vers la classe ouvrière.

En effet, sous les coups de la crise économique mondiale, la bourgeoisie américaine passe aujourd'hui à une offensive généralisée contre les conquêtes, contre les acquis obtenus ces dernières années par les femmes, les minorités

et les travailleurs. Cette politique du grand capital américain provoque aujourd'hui un début de radicalisation de la classe ouvrière américaine, un changement de conscience parmi des travailleurs et des couches opprimées de la société.

Aussi, toutes les activités de la YSA sont-elles placées sous le signe de la riposte à ces attaques, de la mobilisation de la jeunesse au côté des travailleurs.

Contre les attaques aux droits des minorités

C'est d'abord la bataille contre le « Bakke Case decision ». Bakke est étudiant, blanc, de 37 ans, recalé plusieurs fois à son entrée en faculté de médecine. Aujourd'hui, Bakke explique que l'impossibilité de son inscription à l'université est la faute du « quota réservé » aux minorités raciales à l'université de médecine, quota de 16 %. Aussi protesta-t-il con-

grès qui constitue un moment important dans la construction d'une organisation de jeunesse révolutionnaire aux Etats-Unis.

tre ce quota et porte-t-il plainte auprès de la Cour suprême pour que cette dernière déclare anticonstitutionnel ce droit acquis des minorités raciales.

Cette question est très importante car, derrière Bakke, se regroupe aujourd'hui toute une fraction de la bourgeoisie américaine, de l'administration, pour reprendre ces conquêtes, pour faire du « cas Bakke » le point de départ d'une campagne contre les droits des minorités opprimées.

Aussi la YSA propose-t-elle à l'ensemble des syndicats, des organisations de femmes, de Noirs, la préparation d'une manifestation centrale le 15 avril à Washington.

La YSA engage d'ores et déjà, avec le SWP, une campagne de défense des droits démocratiques autour de la défense d'Hector Marroqui. Marroqui est militant de la YSA et du SWP. Mexicain, il est accusé par la justice de son pays d'activités terroristes, et celles-ci demandent son extradition.

En défendant Marroqui, la YSA ne défend pas seulement un de ses militants, mais elle défend les droits élémentaires de tous les réfugiés. En empêchant l'extradition de Marroqui, la YSA défendra aussi les droits des travailleurs mexicains, chicanos, aux USA. C'est aujourd'hui ce qui donne une dimension internationale — et donc qui nous concerne — à la campagne pour défendre Marroqui.

Voilà les activités autour desquelles s'articule le travail quotidien de la YSA dans le Mouvement étudiant, parmi les femmes, les Noirs et les Chicanos.

Tant les discussions de ce XVIII^e Congrès que la composition de l'organisation : près de 25 % de Noirs et de Chicanos, plus de 40 % de femmes, la présence dans plus de 40 villes, la vente de 4 000 journaux (*Young Socialist*), traduisent incontestablement la capacité de la YSA de répondre aux exigences nouvelles de la situation politique américaine.

Les mots et les actes

« L'Union des gaullistes de progrès doit entrer à l'Assemblée, nous prenons les dispositions pour cela », expliquait mercredi le secrétaire de la fédération du PCF du Val-d'Oise. Et le maire communiste de Persan, candidat qui s'est retiré pour Gallet de l'UGP, ajoute : « Je mènerai la campagne avec toute l'énergie dont je suis capable pour que les électeurs communistes comprennent bien la signification de ce geste. » Il n'y a donc pas d'ambiguïté. Le PCF se désiste pour un gaulliste « de gauche » qu'il va soutenir contre un militant du Parti socialiste.

« Notre geste a une signification politique », a précisé le maire de Persan, « tout mettre en œuvre pour que M. Poniatowski soit battu. » Ponia est en effet le député sortant ; mais les sondages, notamment celui publié récemment par le *Quotidien de Paris*, donnaient une chance au jeune socialiste, Alain Richard, nouveau candidat du PS. Il montrait ainsi une progression spectaculaire (12 points), alors que le PC était traditionnellement en tête pour la gauche, dans cette circonscription. La direction du Parti communiste a donc choisi de contrecarrer cette évolution en doublant le Parti socialiste sur sa droite.

Voilà une réalité qui surprendra tous ceux qui avaient oublié la fameuse « quatrième composante » et la politique de collaboration de classes de son promoteur, le PCF. Marchais, l'ex-champion de lutte contre le « virage à droite » du PS, en rappelle l'actualité dans son interview à la revue gaulliste *l'Appel* : « Nous continuons à penser que cette composante jouerait un rôle utile à la gauche. Nous faisons tout ce qui dépend de nous pour qu'elle s'exprime et joue ce rôle. » Alors, comment croire une seconde qu'un parti qui tient de tels raisonnements puisse défendre les intérêts des travailleurs ?

Le PCF se proclame la seule garantie contre les pressions de la droite sur le Parti socialiste, et met en selle... un groupuscule bourgeois, en appelant les travailleurs à voter pour Gallet. Pire, il s'allie avec lui contre un autre parti ouvrier. Quelle est la position de ce Gallet sur le SMIC ? Les nationalisations ? La hiérarchie des salaires ou l'emploi ? *L'Humanité* ne nous le dit pas. Or, ces questions sont décisives pour les travailleurs qui votent habituellement communiste. Gallet a-t-il de meilleures positions que François Mitterrand ? Influence-t-il une partie de la classe ouvrière ? Subit-il moins l'influence de la droite ?

Non, puisqu'il en vient. La présence de gaullistes « de gauche » — comme celle de radicaux de gauche — dans un gouvernement ou une majorité parlementaire n'est certainement pas une garantie contre l'austérité. Bien au contraire. Elle sera constamment un des arguments pour l'accepter. Que répondront les travailleurs communistes qui auront voté pour Gallet quand Marchais, ministre ou député, leur dira : « Ne revendiquez pas trop, vous mettez en péril l'unité avec Gallet ou Fabre ? » Ils se souviendront peut-être avec nostalgie des envolées du secrétaire général contre l'austérité de gauche. Mais ils devront également se souvenir que cet appel, leurs pères les avaient déjà entendus à la Libération, cet autre « moment crucial de notre histoire », où « communistes et gaullistes se sont trouvés côte à côte » au gouvernement. Voilà à quoi sert un gaulliste de progrès !

Jean-Yves Touvais

Après avoir reproché au PS d'avoir pactisé avec la droite
LE PCF S'EFFACE DEVANT UN CANDIDAT GAULLISTE « DE GAUCHE » A PONTOISE

Au matin du discours de Giscard sur le « bon choix » pour la France, les partis de l'Union de la gauche (qu'un sondage de « l'Aurore » vient de donner majoritaires avec 25 sièges d'avance et 80 nouvelles circonscriptions) précisent leurs positions :

Le PCF répète qu'il n'a pas tourné la page de l'unité et qu'il veut aller au gouvernement si la gauche gagne, mais il ne se prononce toujours pas sur le désistement au second tour. Fait hautement significatif : au moment même où il reproche au PS de vouloir s'allier avec la bourgeoisie, il vient de faire savoir, officiellement, qu'il ne présenterait aucun candidat ni dans le Val-d'Oise ni à Nice pour permettre à un gaulliste de remporter le siège plutôt qu'un socialiste. Cette façon de faire la courte échelle à un candidat bourgeois (baptisé « de gauche » pour la circonstance) s'explique sans doute par la volonté de s'assurer les reports de voix de l'électorat modéré inquiet de la polémique contre le PS. Mais, plus profondément, elle en dit long sur les « ouvertures à droite » que le PCF est prêt à opérer s'il va au gouvernement.

Il a également confirmé que le candidat du PCF se retirait au profit de Claude Bourdet à Villeurbanne, et de Marcel Corneau à Marly-le-Roi.

Quant au Parti socialiste, il semble préoccupé, à la veille du discours présidentiel, de confirmer son respect des institutions. Ainsi Gaston Defferre vient de déclarer sur Europe 1 que le PS n'entendait pas abréger le mandat de Giscard : « En cas de victoire de la gauche, le président de la République aura pour devoir d'appeler le plus représentatif des leaders de la gauche pour former le gouvernement. Il aura également pour devoir moral et constitutionnel de tenir compte du choix fait par les électeurs. M. Giscard d'Estaing ne serait dans cette situation ni otage, ni recours ; simplement un président de la République appliquant la Constitution. Il n'y aurait pas non plus, comme le prétend M. Chirac, de crise constitutionnelle. »

Président de droite, majorité de gauche, où est donc le problème ? Il suffit d'être prêts à s'entendre... C'est aussi l'avis de Robert Fabre qui vient de réaffirmer que, si Giscard « nommait après la victoire de la gauche un Premier ministre de gauche, nous ne demanderions pas que soit en cause le président de la République. »

F. L.

Marchais à Orléans: il faut des réformes démocratiques

Orléans, de notre correspondant.

Georges Marchais s'est adressé mercredi soir à 8 000 personnes réunies au parc des Expositions d'Orléans. « Le changement passe par la présence au gouvernement de représentants du parti des travailleurs, il passe par la présence de ministres communistes au gouvernement du pays », s'est-il écrié. En effet, « les ministres communistes, c'est la garantie que le gouvernement ne poursuivra plus une politique de sacrifices pour les travailleurs et de cadeaux pour les grands capitalistes ». Cette garantie est nécessaire car le PS recule : « François Mitterrand annonce qu'il appellera à « un grand effort national ». Et lundi soir, à Toulon, il a précisé ce qu'il avait en vue à ce

sujet : « Nous (les socialistes) nous serons plus à l'aise pour demander des sacrifices aux travailleurs ! Alors quoi ? Encore des sacrifices ! Ce serait cela le changement ? »

Avec les communistes au gouvernement, il ne sera pas question de gérer la crise. « Si la gauche l'emporte, il faut qu'il y ait, il y aura des ministres communistes au gouvernement (...) chaque voix apportée le 12 mars aux candidats du Parti communiste, c'est la garantie qu'il en sera bien ainsi. » Et Marchais d'inciter Mitterrand à prendre le téléphone. Le PCF est prêt à reprendre les négociations à toute heure du jour ou de la nuit. Il ne cite cependant pas le Programme commun, mais parle « d'une grande politique de progrès social et de réformes démocratiques ».



La direction du PCF a donc bien modifié son langage. Il n'est plus question dans ce discours de conditionner le désistement au deuxième tour, mais d'aller au gouvernement avec le meilleur rapport de forces électoral !

Georges Marchais et les orateurs qui l'ont précédé ont longuement parlé du chômage, de la misère, des luttes dans la région. Cela n'était pas indifférent quand, dans les quartiers les plus ouvriers, et aussi ceux où la présence du PC est la plus forte, une liste LCR-LO avait aux municipales réalisé des scores élevés, jusqu'à 19 % dans les bureaux de vote les plus prolétariens. Le PC, lui, était présent sur une liste Union de la gauche. Ce n'est donc pas par hasard si Marchais a choisi la plupart de ses exemples sur la misère des travailleurs dans ces quartiers.

Un syndicat CGT écrit à Georges Ségué

« NON A UNE OFFICINE A LA SOLDE D'UN PARTI »

Il y a quelques jours, François Mitterrand avait effectivement « lâché » quelques mots à l'encontre de Georges Ségué qui ont paru irrecevables à son destinataire et à bon nombre des responsables et de militants CGT. Georges Ségué n'a pas non plus mâché les siens en déclarant en retour que François Mitterrand « ne connaît pas grand chose au mouvement syndical. » Beaucoup de commentaires ont eu lieu sur la joute verbale des deux dirigeants. Et la CGT en a profité pour faire donner des responsables fédéraux, de la fédération de la métallurgie notamment, tels que Louis Postel ou Alphonse Véronèse, « inorganisés politiquement », pour défendre leur secrétaire confédéral et sauver par là même l'indépendance syndicale.

Il a été fait longuement état des positions adoptées par Claude Germon et Pierre Carassus au sein de la commission exécutive de la CGT. Ces personnalizations du débat offrent le danger de faire oublier qu'il a gagné beaucoup d'autres militants. Mais si, jusqu'à présent, ces derniers avaient exprimé leur désaccord à titre individuel, pour la première fois, un syndicat CGT, celui de la Compagnie européenne de traitement des eaux, vient d'exprimer ses critiques vis-à-vis de la direction confédérale.

Ces derniers temps, Georges Ségué avait insisté sur le fait que les opposants n'avaient jamais fait part de leurs divergences dans leurs propres structures syndicales. Ceci avait également été souligné par le secrétaire général de l'union départementale de Seine-Maritime, où les opposants font circuler des pétitions : même constat de la commission exécutive de la section CGT du centre de tri postal de Paris-Est où 11 militants avaient adressé une lettre ouverte au secrétaire général de la CGT. Toutes ces affirmations tendaient à mettre en garde les opposants sur une pratique qui était considérée par la direction confédérale comme fractionniste et antistatutaire. Par contre, ces critiques achoppent sur les déclarations du syndicat de la CTE, dont nous publions ci-dessous la lettre qu'il a adressée à Georges Ségué, et dont nous avons reçu copie, envoyée également au « Monde », à « l'Humanité », au « Matin », à « Libération », au « Canard enchaîné », au « Nouvel Observateur », et à « la Vie ouvrière », l'hebdomadaire de la CGT qui, après toutes les déclarations faites par des responsables syndicaux à propos du fédéralisme, se devrait donc de publier cette lettre. Ce sera à vérifier dans le numéro de la semaine prochaine.

Eric Oswald

Lettre ouverte au camarade Ségué, secrétaire général de la CGT

« Le syndicat CGT de la CTE (Compagnie européenne de traitement des eaux) représente 90 % des syndiqués et environ 15 % du personnel. Nous avons eu dernièrement à affronter de graves difficultés : des licenciements nous ont durement touchés. Environ 43 personnes sur un effectif de 273.

L'aide que nous attendions de notre organisation syndicale n'est pas venue. Nous n'avons rencontré qu'incompréhension à notre lutte syndicale. Dans celle-ci, nous avons dénoncé le scandale de la vente de l'eau par deux groupes privés puissants : la

Compagnie générale des eaux (CGE) et la Lyonnaise des eaux. Nous faisons partie du premier groupe et malgré ses super-bénéfices réalisés en 1976 (112 millions), nous avons subi des licenciements.

« Notre action pour refuser de telles mesures ont été les suivantes : manifestation au ministère du Travail, manifestation au ministère de l'Équipement, manifestation au siège de la CGE, campagne d'information auprès des 144 communes de la banlieue de Paris desservies par la CGE, campagne de presse, information auprès des élus (députés, sénateurs). Nous ne sommes pas les seuls tra-

vailleurs à souffrir de cette situation de conflit et notre avenir est plus que précaire.

« C'est pourquoi nous pensons que la direction du syndicat CGT ne devrait pas nous amener à d'autres problèmes tels que l'alignement fréquent de la direction de la CGT sur les positions du PC et son rôle actif dans sa campagne électorale qui fausse souvent l'action des syndiqués. Contrairement à ce qui se passe dans beaucoup de syndicats adhérents à la FSM, nous pensons unanimement que la lutte syndicale doit être associée à la propagande politique. C'est ce que nous rappelle le texte de nos sta-

tuts : « Tout en luttant pour la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange... nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la confédération dans un acte politique ou électoral extérieur à l'organisation. » Nous te demandons d'agir dans ce sens et de continuer à faire de la CGT un véritable outil de lutte face au patronat, et non une officine à la solde d'un parti quel qu'il soit. »

Pour le syndicat CGT de la CTE, le délégué syndical,

R. Lachuer

Une journée comme les autres

● Internement arbitraire

Le GIA (Groupe information asile), l'union départementale du Val-de-Marne, la section CFDT de l'hôpital Esquirol ont à nouveau appelé l'attention, mardi 24 janvier, sur le cas de l'internement arbitraire en hôpital psychiatrique de Mouloud Bouchaal. La CFDT a fait état des démarches faites pour faciliter la sortie de Mouloud Bouchaal et fait état de pressions exercées sur lui pour qu'il reparte en Algérie.

● Crise des municipalités de gauche (suite)

Marcel Rosette le responsable du PCF aux collectivités locales a indiqué dans une conférence de presse hier : « Ce n'est pas en provoquant la crise dans les municipalités de l'Union de la gauche que nous servirons les intérêts de la population qui nous fait confiance. » Mais en présentant la nouvelle revue « l'Elu d'aujourd'hui », il s'est montré solidaire des élus communistes de Dreux et Besançon. Ceux-ci, rappelle-t-il, ont refusé de voter les budgets municipaux. Hubert Dubedout de son côté estime que les crises évoquées par la presse sont « l'exception ». « Ce que nous savons c'est que la direction du Parti communiste a donné la consigne de ne pas transposer au niveau municipal les difficultés que la gauche connaît au niveau national. » L'avenir tranchera.

● Rencontre Fabre-Mitterrand

Un « sommet » Fabre-Mitterrand aura lieu mardi prochain à 15 h au siège du Parti socialiste. A l'ordre du jour : la situation politique et l'application de l'accord électoral pour le premier tour entre les deux formations. Il y aurait du tirage que l'on en serait pas étonné.

● La grève continue à Dauphine

Les étudiants de premier cycle de l'université de Paris-IX Dauphine poursuivent leur grève entamée jeudi 19 janvier contre l'instauration d'un examen traditionnel dont les épreuves doivent se tenir en février à Arcueil. Ils ont occupé, mercredi, les locaux de l'administration, tandis que le rectorat de Paris faisait appel aux forces de l'ordre qui prenaient position aux alentours de l'université. Les étudiants ont d'eux-mêmes mis fin dans la soirée à l'occupation mais ont, évidemment, poursuivi leur grève, hier jeudi.

● Les « autonomes » contre les travailleurs à Nanterre

Jeudi 26 janvier, à l'université Paris X-Nanterre, un groupe d'une dizaine d'étudiants se revendiquant de « l'autonomie » investissent le restaurant universitaire afin de « pratiquer l'autoréduction » (comprendre bousculer le personnel pour rentrer sans payer). Ils se sont attaqués violemment aux femmes de service : échange de bouteilles cassées avec le personnel du RU. Non contents d'agresser les travailleurs de la faculté, ils se sont rassemblés, d'autres groupes armés sont arrivés et après avoir bousculé des étudiants de la fac, ont mis à sac et début d'incendie dans le local de l'UNEF-Unité syndicale. Ceci est inacceptable ! Les organisations ouvrières et démocratiques ne peuvent tolérer ces atteintes à la liberté d'expression.

● Les nouveaux chantiers nucléaires d'EDF

Le marché français est aujourd'hui dominé par Framatome en ce qui concerne la construction des centrales. Pourtant, le ministre de l'Industrie a affecté de voir une dispersion fantasmagorique et a annoncé une poursuite de la rationalisation en ce domaine. C'est ce qu'il a déclaré en clôturant le colloque sur l'industrie nucléaire et le marché des grands ensembles industriels au Palais des congrès. On sait ce que ça veut dire : diminuer encore la part du CEA et augmenter encore la concentration autour de Framatome, de ce cher Empain.

Par ailleurs, ont été annoncés les programmes d'EDF en matière nucléaire pour 1978, sera mise en chantier la centrale 1 300 Mwe de Paluel 3, et poursuivi le programme 900 Mwe avec Cruas 1 et 2, Blayais et une autre sur un site à définir. Pour 1979, EDF prévoit trois centrales de 1 300 Mwe : Paluel 4, Saint-Maurice-l'Exil, Flamanville et deux de 900 Mwe, Cruas 3 et 4 comme l'a dit Giscard à son interview au « Monde » mercredi, c'est « raisonnable » et « démocratique ».

● Fabre à tête de Maure

Robert Fabre, venu soutenir hier matin les candidats MRG de la Corse, a déclaré « qu'en aucun cas, les radicaux de gauche n'appuieraient la majorité actuelle si elle était reconduite ». D'autre part, il a estimé que « si le centralisme s'est justifié à une certaine époque pour réaliser l'unité nationale, il ne se justifie plus aujourd'hui et doit faire place à la décentralisation qui est la reconnaissance de l'identité propre et de la spécificité de chaque région ».

Voilà que les caciques font peau neuve, les magouilles et les prébendes ne suffisent plus pour se faire élire.

LA BATTUE BOURGUIGNONNE DE GISCARD

Ce n'est plus un voyage, c'est un steeple-chase. Giscard en Bourgogne, c'est encore mieux que le « le voyage de M. Perrichon » dans le Limousin. En quarante-huit heures, le président de la République aura, en effet, accumulé les présentations de conseils municipaux, hommages aux monuments aux morts ou historiques, agapes gastronomiques et décorations folkloriques. Sachez-le : ce soir, le chef de l'Etat sera aussi un nouveau membre de la confrérie des chevaliers du Tastevin et titulaire de l'Ordre des vieux métiers...

Hier, Auxerre, Saulieu Précis-sous-Thil, Vitteaux, Sombrion et Dijon ont vu défiler au pas de charge le président et sa suite. Aujourd'hui, c'est au tour de Nolay, Montceau-les-Mines, Le Clos-Vougeot et Verdun-sur-le-Doubs. Le chronométrage sera aussi rigoureux que la veille. Le temps d'un dépôt de gerbe au pied de la statue de Carnot — l'un de ceux qui terrassa les d'Estaing de 1789 — d'un déjeuner avec les membres du comité économique et social régional et d'une dégustation d'un ou deux millésimes

« parmi les meilleurs crus » et Giscard se retrouvera sous le chapiteau de Verdun-sur-le-Doubs, devant 10 000 invités, pour un discours « national ».

Car le tourisme n'est pas tout. Ce voyage, l'a-t-on assez répété, est aussi et surtout politique. Au niveau du politicien du terme d'abord : les arrêts de Giscard correspondent comme par hasard à des circonscriptions de candidats giscardiens, pour la plupart menacés. Mais le président entend aussi répondre aux angoisses de la France profonde. Après diverses péripéties en forme de couacs — absence des élus communistes et socialistes au déjeuner de Saulieu, manifestation d'agriculteurs de la Nièvre, manifestation CGT-CFDT-FEN à Dijon — Giscard lui indiquera donc, ce soir, lors d'un discours le « bon choix ». Il en a déjà fourni quelques éléments hier, lors d'un discours à Auxerre. Ouverture, ténacité, unité : c'est sur ces thèmes battus et rebattus qu'il entend broder. Autant dire que le bon choix bourguignon risque de manquer singulièrement de saveur.

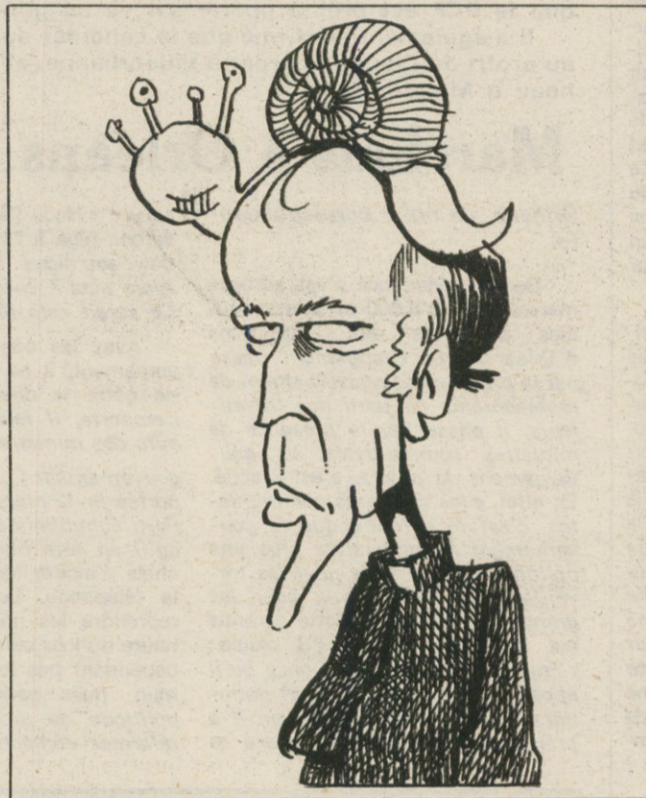
Le « bon choix » du « bon arbitre »

A la veille du discours de Giscard, les débats de la droite se concentrent sur la question du président. Maurice Duverger sort juste à point un livre : *Echec au roi*, sur les mille facettes des divers régimes « semi-présidentiels ». Giscard, par le déjeuner de la majorité organisée à son retour de Côte d'Ivoire, a réaffirmé son rôle d'arbitre.

C'est donc en vertu de sa mission présidentielle qu'il indiquera le « bon choix pour la France ». On peut déjà prévoir les commentaires : a-t-il été « fidèle » à l'« esprit » de la V^e République ? S'est-il engagé « trop avant » ou « pas assez » ? Est-il ou n'est-il pas « sorti » de son rôle d'arbitre ?

C'est l'article 5 de la Constitution de 1958 qui fait du président de la République un arbitre : « Le président assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics. »

Ce rôle éminent est légitimé par le fait qu'il est élu par le suffrage universel, c'est-à-dire l'expression la plus haute de la « souveraineté populaire » bourgeoise. En instaurant ce mode d'élection en 1962, par une révision constitutionnelle, De Gaulle consacrait sa fonction d'arbitre « au dessus des partis ». D'autres dispositions de la Constitution permettent l'exercice de ce rôle d'arbitre : l'article 11, par lequel le président peut organiser un référendum (il doit toutefois le faire, non de sa seule initiative, mais sur proposition du gouvernement ou des deux Assemblées) ; l'article 12 qui, lui, donne le droit de dissoudre la Chambre des députés ; et l'article 16 qui fait du président l'« ultime recours de la nation » et ins-



taure un véritable état d'exception.

Mais, l'exercice de ce rôle d'arbitre n'est en fait possible que lorsque le président peut s'appuyer sur une large majorité, comme De Gaulle sur l'UNR. Sinon, le fonctionnement des institutions est riche de casse-têtes juridiques et politiques !

D'une part, des traits propres au régime parlementaire « classique » subsistent : le gouvernement nommé par décret, n'est pourtant pas responsable devant le président, mais devant l'Assemblée. C'est le gouvernement, et non le président « irresponsable » qui dirige en principe le pays, en vertu des arti-

cles 20 et 21 de la Constitution : « Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation », « le Premier ministre dirige l'action du gouvernement. »

Pratiquement, on ne peut imaginer un gouvernement qui serait opposé à la majorité de l'Assemblée, même si le président peut, en théorie, le constituer à sa guise. Ainsi, en cas de victoire de la gauche, il serait intenable pour Giscard de ne pas nommer un gouvernement de gauche.

La seconde impasse vient de la coexistence de deux autorités issues du suffrage universel, l'Assemblée et le président. Le conflit est inso-

luble, car il n'existe aucun tampon entre ces pouvoirs. Il y a concurrence de légitimité. Enfin, le président est à la fois « arbitre » et chef de faction. Pour pouvoir gouverner, il doit s'appuyer sur un ou des partis qui forment ce qu'on appelle la « majorité présidentielle ».

La crise actuelle de la bourgeoisie aggrave encore cette difficulté, puisque Giscard apparaît non seulement comme le chef d'une faction, mais d'une faction de faction, le groupe des giscardiens et des centristes. Giscard est à la fois obligé d'en passer par là s'il veut mener à bien son projet politique et contraint de « garder les formes » et de rester, à défaut d'être un « arbitre entre les classes », au moins un « arbitre au sein de sa classe ».

C'est pourquoi il a lancé, voici plus d'un an, au cours de son voyage en Bretagne, à Ploërmel, le slogan du « pluralisme organisé ». Mais, Chirac ne manque pas une occasion de signaler tout faux pas et de hurler que « le président cesse d'être un arbitre. »

C'est ce qu'il a fait systématiquement dans la crise qui l'oppose au « front anti-RPR ». Dimanche, il déclarait solennellement : « Toute tentative de dires le rôle du chef de l'Etat au rôle de représentant d'une faction, ce à quoi d'ailleurs il se refuse, mais ce à quoi il est entraîné, par excès de zèle, par une partie de ses plus ardents supporters, est une mauvaise chose pour lui et donc pour les institutions. »

L'ensemble de ces contradictions montre qu'une crise institutionnelle sans issue suivrait l'élection d'une majorité ouvrière au Parlement.

Madeleine Verdi

Conseil des ministres

GISCARD NE DESARME PAS !

Terminée la politique de la « chaise vide » aux négociations de Genève et à la Conférence de Vienne sur le désarmement mutuel des forces en Europe (MBRF) ? C'est en tout cas ce que ne cesse de clamer les commentateurs du Conseil des ministres de mercredi consacré au désarmement.

Le fait est que l'on ne peut se contenter de l'analyse faite par l'Humanité qui ne voit dans les déclarations giscardiennes « guère autre chose que l'énoncé d'astuces procédurales destinées à camoufler une passivité totale et persistante ». Que propose le gouvernement ?

Substituer respectivement aux Conférences de Genève et

de Vienne un « nouveau forum » incluant l'ensemble des nations représentées à l'ONU et une conférence européenne dont les compétences s'étendraient « de l'Atlantique à l'Oural ». Pour assurer le contrôle du désarmement, une agence mondiale de satellites serait créée légalisant ainsi l'espionnage spatial ; agence qui serait subventionnée par une taxe sur le désarmement. Enfin, Giscard se déclare prêt à contribuer au désarmement tant nucléaire que conventionnel. Cette dernière proposition, bien plus que les précédentes, apparaît comme une pure pétition de principe puisque, d'une part, si la dissémination est dénoncée,

« l'accès à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire » ne sera nullement empêché, sans qu'aucun moyen de contrôle de l'utilisation effective de cette énergie ne soit préconisée ; et d'autre part, le ralentissement des ventes d'armes par la France est soumis à la double condition de « l'unanimité » des pays de la région en conflit et de la non-discrimination entre... les fournisseurs. Autant dire qu'on n'est pas prêt à reconvertir Panhard en usine de tracteurs ou Dassault en fabricant de planeurs !

L'importance des propositions de l'Elysée réside essentiellement dans leur proximité avec celles, récentes,

de François Mitterrand qui avançait également la rupture avec le « tout-ou-rien confortable » qui avait prévalu en matière de désarmement depuis le début des années soixante. La proposition d'une conférence européenne va également dans le sens des desiderata du premier secrétaire du PS. S'agit-il d'écarter les Américains en présentant l'Europe comme seul interlocuteur du Pacte de Varsovie ? Nullement, car derrière ce que le Monde appelle un « clin d'œil aux gaullistes » se cache une énorme oeilade au « projet américain » sous hégémonie américaine, à l'atlantisme.

Patrick Mars

LE « GRAND RASSEMBLEMENT » DU PSU N'A REUNI QUE 1 000 PERSONNES A PARIS

Le PSU organisait mercredi soir quatre heures pour l'autogestion à la Mutualité. Après la tenue des trois forums, un sur l'écologie, un autre sur le mouvement des femmes et enfin un dernier sur « l'utopie réaliste », un débat central rassemblait divers hommes se réclamant à des degrés divers de l'autogestion. Seul représentant d'un parti politique — mis à part le PSU en la personne de Michel Mousel — Henri Malberg, membre du comité central du PCF, eut la partie belle à cette tribune qui tenait plus du débat télévisé caricature de démocratie que de l'autogestion, comme le fit remarquer une militante dans la salle. Devant un millier de personnes environ, Yvon Bourdet de la revue « Autogestion et Socialisme », Serge-Christophe Kolme économiste et Pierre Rosenvallon de « Faire », qui parlait à titre individuel pour le PS, noyèrent le concept d'autogestion. Le premier en en faisant le synonyme d'une révolution qui ne remplacerait pas la dictature d'une classe par une autre, le second en s'abritant der-

rière le Programme commun, « puisque de toute façon il ne prétend rien changer alors faisons avec », le dernier enfin en usant et abusant de « l'expérimentation sociale » dont on ne sait juste sur quoi elle débouche. Enfouissant le cheval du XXII^e Congrès, Henri Malberg expliqua patement que « les communistes étaient toujours prêts à apprendre, qu'ils l'avaient montré à propos de l'autogestion ». Interpellé sur le fonctionnement de son parti, il répondit que « l'autogestion, c'était aussi pouvoir choisir librement la forme d'organisation qui nous plaisait ». Seule note discordante dans ce débat où le PSU, très gauche sur la stratégie autogestionnaire mais servant en fait de faire-valoir au dirigeant communiste, l'intervention d'un militant du PSU qui fit remarquer que si l'entente à la tribune avait tout l'air d'un flirt, il n'en était pas de même à la base entre les militants de son organisation et ceux du Parti communiste.

Julie Labrousse

Au forum écologie et politique

« Qu'est-ce qui vous différencie tant du PSU, du MAN ou du Front autogestionnaire ? Nous tenons le même langage, nous n'avons pas de divergences. » Claude-Marie Vadrot (journaliste, membre des Amis de la Terre et militant du PSU) a imprimé le ton des critiques adressées, durant le forum « Ecologie et politique », aux représentants d'Ecologie 78. « Nous menons ensemble les luttes sur le terrain, pourquoi ne pas s'allier ? », proposera Serge Depaquit (responsable national du PSU) avant d'ajouter que les sections du PSU « avaient toute latitude pour nouer des accords locaux ». Si l'obstacle se circonscrit au désistement au second tour pour la gauche, Depaquit déclare : « Nous avons une attitude ouverte sur ce problème. » Ces avances n'ont, semble-t-il, pas impressionné les deux représentants d'Ecologie 78 : pour eux, il est impensable de « s'allier à un parti politique », même s'ils reconnaissent avoir quelques affinités avec les analyses du PSU. Pour conclure un débat quelque peu décevant, Vadrot dénoncera « ces gens qui tentent d'utiliser la force militante des écologistes afin de préparer la naissance d'un parti écologiste ». La cible ? SOS-Environnement qui a conclu, dans le cadre d'Ecologie 78, un accord avec les Amis de la Terre et le Mouvement écologique.



Au forum sur le mouvement des femmes et la politique

En toile de fond, la victoire espérée de la gauche, mais immédiatement une préoccupation : la peur d'être récupérée par l'électoratisme, par les partis politiques. Le débat sur le mouvement des femmes et la politique a démarré sur une constatation reconnue par toutes : les femmes ont fait irruption sur la scène politique en dehors des partis et contre eux. Elles ont obtenu la reconnaissance de leur existence en tant que force collective, notamment à travers les luttes sur l'avortement et le viol. Mais ce n'est pas le moment de s'arrêter en chemin. Car, si elles ont gagné sur le principe de l'avortement, comme le dira Simone Iff, dirigeante du Planning, la loi Veil devra être abrogée. Et elle ajoute, « si les femmes se contentent de

principes, elles démissionnent de leur lutte féministe. » Nous battre contre le système et toute récupération, mais aussi nous battre contre l'oppression idéologique. « Vous qui êtes dans les partis, interpellaient souvent des femmes, comment les hommes reprennent-ils en compte

les revendications féministes ? » Sur ce point, les échanges furent riches, truffés d'anecdotes souvent drôles. Car s'il est une tâche qui urge, c'est bien celle de « secouer le cocotier », comme le disait une participante, pour en faire tomber les séquelles de l'idéologie patriarcale.

Quand le PSU pratique l'exclusive

La LCR n'était pas invitée au forum autogestionnaire du PSU. A la demande de participation de la LCR, le PSU a répondu qu'il avait choisi de débattre avec ceux qu'il avait invités.

Déjà, à la fête du PSU de mai dernier, la LCR n'avait pas été invitée à débattre dans les forums où des représentants du PCF étaient présents. En effet, le nouveau cours autogestionnaire du PC n'a pas

modifié ses exclusives envers l'extrême gauche. Le PSU avait accepté les conditions posées par le PCF.

Si le PC n'a, sur ce point, pas changé, le PSU, lui, a tourné. Le PSU, jusqu'à cette dernière période, n'avait pas pour habitude d'accepter les exclusives portées par le PCF. Est-ce le prix à payer pour disposer de circonscriptions sûres permettant de gagner un député ?

VILLEURBANNE : LE PC SE RETIRE AU BENEFICE DU PSU

C'est maintenant tout à fait officiel : à Villeurbanne (6^e circonscription du Rhône), le candidat du PCF, M. Desgrands se retire au profit de Claude Bourdet, membre de la direction politique nationale du PSU. Ce dernier se présentera donc contre Gagnaire (réformateur), mais aussi contre Charles Hernu (PS).

Rappelons qu'au second tour

des élections municipales, la liste conduite par Charles Hernu l'avait remporté par 23 000 suffrages, contre 15 483 pour la liste Gagnaire. La liste du PS avait bénéficié de larges reports de voix du PC et aussi de l'extrême gauche. S'agit-il donc là d'un de ces retraits donnant, comme dit le PSU, « une chance sérieuse de représentation parlementaire à ceux qui en bénéficient » ?

Six candidats LCR en Gironde

Bordeaux : de notre correspondant.

Lors d'une conférence de presse, la LCR et les CCA ont présenté les candidats des listes « Pour le socialisme le pouvoir aux travailleurs ». Les révolutionnaires seront présents dans cinq des dix circonscriptions du département. La LCR présente ses candidatures dans les 1^{ère}, 4^e et 6^e circonscriptions. C'est dans ces secteurs que se concentre l'essentiel de la population ouvrière de l'agglomération bordelaise.

Cette situation résulte à la fois de la déportation des travailleurs dans les banlieues, et du charcutage électoral des circonscriptions. La sixième par exemple (dont le député sortant est Michel Sainte-Marie, socialiste et président de la communauté urbaine) compte 86 000 inscrits. Mais Chaban-Delmas, lui, sera élu haut la main avec moitié moins de voix, dans une circonscription du centre-ville taillée sur mesure : 35 000 inscrits.

Les six camarades présentés par la LCR, comme candidats ou suppléants, se répartissent également entre hommes et femmes. Dans la 4^e circonscription (Bordeaux-rive droite) la candidate de la LCR est Marie-Jeanne Mainhagu, ensei-

gnante. Elle était déjà en tête de liste « Pour le socialisme le pouvoir aux travailleurs », à Cenon, lors des municipales. La camarade est aujourd'hui enceinte et devrait accoucher au lendemain du 2^e tour. La LCR a décidé de la présenter quand même, pour marquer son refus d'exclure une femme de la vie politique du seul fait de sa grossesse. Mais il ne s'agit pas pour autant de nier le handicap réel que cela représente pour elle : c'est pourquoi l'essentiel des apparitions publiques sera assuré par le suppléant, Alain Remoiville, OS dans la chimie, qui expliquera à chaque fois la situation de la candidate en titre.

Les camarades des CCA ont annoncé leurs candidatures dans la 2^e circonscription, face à Chaban-Delmas ; et dans la 3^e, dont le député est un socialiste.

Les CCA feront campagne en faveur de la candidate « d'union des luttes » présentée dans le Médoc face à Achille-Fould et au Dr Julien (MRG) par un « comité autogestionnaire ». La LCR, pour sa part, après avoir discuté de la plate-forme, n'a pas jugé possible de soutenir cette candidature.

Lutte ouvrière, enfin, n'a pour l'instant annoncé qu'une seule candidature dans la 2^e circonscription.

Week-end chargé pour l'OCI

Week-end chargé pour l'OCI (Organisation communiste internationaliste). Ce soir, se tient à la porte de Pantin, un meeting sur le thème : « Dirigeants du PCF : Prendrez-vous la responsabilité de faire perdre la majorité PS-PCF ? Avec l'OCI, des dizaines de milliers de travailleurs amplifient le combat pour amener les candidats du PCF à prendre l'engagement de se désister partout. »

Dimanche, à la maison du peuple de Clichy, « les délégués mandatés des comités unitaires de base, des comités pour l'unité, des comités pour

imposer le désistement établiront le premier bilan du combat unitaire. » Ce sera la « 2^e Conférence nationale ouvrière et jeune. » Derrière tous ces sigles divers, c'est encore une fois l'OCI qu'on retrouve.

Nous rendrons compte des temps forts de cette campagne que l'OCI mène depuis plusieurs semaines en direction du PCF.

De même que nous publierons demain l'échange de correspondance entre l'OCI et la LCR faisant le point sur nos divergences face à l'échéance de mars 1978.

UN NŒUD A VOTRE MOUCHOIR

PARIS : Lundi 6 février, meeting, forums-meeting organisée par la Fédération de Paris de la LCR à la salle de la Mutualité. 18 h : forums — les luttes, les syndicats, quelle unité ouvrière. Libération des femmes et révolution socialiste. Ecole, armée, emploi : les jeunes face à la crise. Espagne, Italie : les réformistes gèrent l'austérité. 21 h : meeting avec Alain Krivine.

ORLEANS : Le comité Larzac d'Orléans organise le vendredi 27 janvier à 20 h 30 à la maison des jeunes et de la culture Saint-Marceau, résidence Dauphine, rue des Tulipes, une soirée pour informer sur la lutte contre le camp. Le comité Larzac se compose des organisations suivantes : Ligue des droits de l'homme, MRJC, FEN, LCR, MAN-Orléans, CDA, UIS-CFDT, PS, PSU, Union pacifiste, Mas-Luttes étudiantes, Chrétiens du monde rural-branche agricole.

PERIGUEUX : Meeting PSU, le 27 janvier, à 21 h, à la mairie de Chaviers. Avec Geneviève Petiot, du bureau national du PSU.

LYON : Meeting Lutte ouvrière, mairie du VI^e arrondissement, rue de Sèze, 20 h 30, 27 janvier.

DUNKERQUE : Meeting Lutte ouvrière, salle du Fort-Louis, 20 h 30, 27 janvier.

BLOIS : Meeting Lutte ouvrière, salle des Sarrazines, 20 h 30, 27 janvier.

4 heures pour Rouge, vendredi 27 janvier à 20 h 30, salle Dupré. Discussion par thèmes : internationale, luttes ouvrières, nucléaires, culture, etc.

TOULOUSE : Meeting Lutte ouvrière, salle du Sénéchal, rue Rémuzat, 20 h 30, 27 janvier.

BORDEAUX : Meeting Lutte ouvrière, salle municipale du Grand-parc, 20 h 45, 27 janvier.

MARSEILLE : Meeting Lutte ouvrière, salle de la Fraternité, 7, rue Burel, Marseille III^e, 20 h 30, 27 janvier.

SAINT-AMAND-MONT-ROND : Meeting Lutte ouvrière, salle de la mairie, 20 h 30, 27 janvier.

CLERMONT-FERRAND : Le vendredi 27 janvier, soirée de solidarité avec ceux d'Amisol à la maison des sports à l'initiative de l'UdCGT. Amisol, c'est le plus vieux conflit de France (dépôt de bilan en décembre 1974). C'est aussi l'usine de la mort : treize décès en trois ans des suites d'asbestose, la maladie de l'amiante. De nombreux artistes sont annoncés, d'autres ont envoyé des messages de soutien comme Jean Ferrat, Francis Lemarque, Michel Piccoli ou Guy Bedos... André Allamy, secrétaire confédéral de la CGT, prendra la parole.

LYON : L'association de solidarité avec les travailleurs immigrés organise, le samedi 28 janvier, une journée sur le thème « les mesures Stoléro et l'immigration familiale » à Accueil et rencontres, 66, bis, rue Saint-Jean, Lyon VI^e.

MONTAUBAN : Réunion de lecteurs de « Rouge », samedi 28 janvier à la maison du peuple, à 15 h 30. La réunion sera suivie d'un repas au restaurant.

SAINT-MANDE : Les lecteurs de « Rouge » de l'Institut géographique national sont invités à écrire au journal avec la mention : « Jean-Michel, service frappe ».

PARIS : Conférence nationale contre le flicage des jeunes à l'initiative du comité du même nom, samedi 28 janvier, à 15 h au grand amphithéâtre de la faculté de Tolbiac, 92, rue de Tolbiac, Paris XIII^e.

MONTREUIL : Les lecteurs et sympathisants qui veulent participer à la campagne des révolutionnaires peuvent prendre contact avec les militants de la LCR, le dimanche matin, au marché de la Croix-de-Chaux, de 10 h 30 à 12 h 30.

MEAUX : Réunion du comité de soutien à la candidature « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », vendredi 27 janvier, 20 h bourse du travail, 33, rue du Tan.

NICE : Meeting du PSU avec Charles Piaget, sur la lutte des Lip pour l'emploi, vendredi 27 janvier, à 20 h 30, salle Bréa.

VITRY : Cercle ouvert LCR sur l'oppression des femmes, vendredi 27 janvier à 20 h 30 salle du foyer Paul-Frontent, place du marché. Film, « Douze fois impure ».

PARIS VI^e : Débat-exposition par le comité antinucléaire, samedi 28 janvier, à 17 h, 58, rue Madame, Métro Saint-Sulpice.

Bref social

• EGF : les coups pour rien

La réunion qui s'est déroulée avant-hier entre syndicats et direction de l'EGF n'a comme prévu strictement rien donné. La direction proposait tout simplement d'utiliser 0,80 % de la masse salariale pour la majoration des coefficients. Cette mesure est, bien sûr, à cent coudées des revendications des gaziers et des électriciens. « Recul trop limité » titrait hier « l'Humanité » alors que les travailleurs n'auront perçu aucun recul de la direction. « La démonstration est faite que la convention salariale est l'obstacle majeur à la satisfaction des revendications du personnel », s'exclame la fédération CGT. Pas besoin de démonstration de ce type. Les travailleurs l'avaient compris dès le début. C'est eux qui en avaient fait la démonstration, en décembre.

• Licenciements (série noire)

L'entreprise de travaux publics Balout, de Périgueux, vient de déposer son bilan, entraînant le licenciement des 600 travailleurs qu'elle employait à Périgueux, à Pau et à Bordeaux. La direction de Prouvost-Masurel vient de rendre public un projet de 242 licenciements dans son secteur « fil industriel ». La fermeture totale de son usine de Fourmies — qui emploie 102 salariés — est prévue, ainsi que la suppression de 140 postes à l'usine de Tourcoing-les-Francis qui compte 700 salariés. Les 75 travailleurs de l'imprimerie cornouaillaise de Quimper vont être licenciés collectivement. Dans les Pyrénées-Atlantiques, 72 personnes vont être licenciées à l'entreprise Depex à Anglet (produits caoutchoutés) et à Bayonne, la société Suderco (machines-outils), qui employait 45 personnes, vient de fermer ses portes. Chez Coignet, entreprise du bâtiment, 28 licenciements (dont celui du délégué CFDT) au siège à Paris, 204 à l'agence de travaux Blanc-Mesnil (dont douze délégués CFDT et deux délégués CGT), 140 à Lille et 55 à l'usine de préfabrication de Nantes.

• Un mort sur un chantier du XIV^e à Paris

On dira que c'est un accident du travail, l'un de ces accidents « dus à la fatalité » qui tuent chaque année environ 4000 travailleurs. C'était, hier à Paris, au 8, rue de l'Ouest. Deux immeubles sont encore debout, l'un est même encore habité. Autour, on rénove. La SEMIREP officie. Elle est pressée et les travaux ont commencé sans que tout le monde soit même relégué. Hâte criminelle ? L'enquête ne le dira sûrement pas car ce n'est qu'un travailleur immigré qui est resté sous la terre quand elle s'est mise soudainement à glisser. Il était 11 h 30.

• Ça chauffe dans les frigos

Le patron de l'entreprise de transports frigorifiques CERTLI à Langres (Haute-Marne) n'a pas apprécié la création d'une section syndicale CFDT. Son premier réflexe a été de licencier le délégué syndical et d'envoyer une lettre d'avertissement aux syndiqués. Aujourd'hui, la majorité des chauffeurs sont en grève. Ils exigent la réintégration du délégué, l'application de la convention collective, la réduction des heures supplémentaires et le respect du repos compensateur. Un comité de soutien s'est constitué avec le PC, PS, PSU, le groupe taupes et les syndicats CGT et CFDT.

• Dernière minute : reprise des grutiers de La Ciotat

Après une assemblée générale houleuse, les grutiers de La Ciotat ont décidé, par 22 voix contre 17, la reprise du travail. La grève était restée isolée alors que la direction mettait au chômage technique plusieurs centaines d'intérimaires et faisait intervenir des briseurs de grève. La rage aux tripes, les grutiers n'ont pu qu'arrêter leur mouvement.

• Des flics partout... même à l'ANPE

Depuis plusieurs mois, le personnel de l'ANPE de Grenoble lutte pour obtenir des locaux et des conditions de travail décentes. Depuis plusieurs mois, le directeur de l'ANPE refuse de céder. Mercredi, le personnel est allé se mettre à la disposition de la direction, se proposant de travailler dans les locaux de celle-ci. Considérant qu'il était séquestré, le chef départemental, « sous couvert » du directeur général, a fait appel à la police. Celle-ci est intervenue brutalement, blessant une personne et en frappant d'autres. En outre, la direction menace de retenir le salaire de janvier (pourtant travaillé). La réaction ne s'est pas faite attendre : hier, toutes les ANPE de l'Isère étaient fermées. Aujourd'hui, grève nationale à l'appel de la CFDT et FO. La CGT, sans être contre, reste prudente, craignant que ce mouvement ne remette en cause une action programmée pour le 31 janvier.

• Accident du travail : le procès d'un patron

Deux ouvriers avaient fait une chute mortelle sur un chantier d'une société dont Michel Guéguen est le patron. D'une hauteur de 40 mètres, la chute de la plate-forme sur laquelle ils se trouvaient s'est écrasée au sol. Ils furent tués sur le coup. Or, cette plate-forme ne comprenait aucun système de sécurité. Inculpé, Guéguen vient de passer en procès. « On parle d'assassinats de la route, même si l'homicide est involontaire, mais on ne parle pas pudiquement que d'accident du travail à propos d'homicide involontaire, lorsque des ouvriers meurent par la faute d'un patron qui n'a pas respecté la réglementation sur la sécurité », a signalé l'avocat de la partie civile, M^{re} Charles Liebman. Le tribunal de Saint-Quentin rendra son jugement le 8 février.

Rouge, n° 561, vendredi 27 janvier 1978, page 8

Dans les rues de Paris hier

LES GREVISTES DU CNRS SOUS LA PLUIE

Une certaine confusion régnait hier rue de Solferino à Paris : 2000 travailleurs du CNRS en grève occupaient la chaussée, mais ils n'allaient pas tous dans la même direction. Le comité de coordination des administratives, en grève depuis sept semaines, appelait à se rendre au siège de la direction, quai Anatole-France. Le gros de la manifestation, derrière les bureaux nationaux du SNTRS-CGT et du syndicat CFDT, gagnait le ministère des Finances, en silence et sous la pluie. Des sections syndicales combattives restaient sur place, hésitant à choisir l'une ou l'autre direction.

Pourtant, cette journée de

solidarité avec les administratives en lutte pour arracher la parité de la prime avec les techniciens s'appuyaient sur une forte mobilisation de tous les personnels. Plusieurs centres avaient appelé à la grève générale reconductible. L'un des plus importants, celui de Bellevue-Meudon, était occupé dès mercredi et recevait la visite des huissiers dans la nuit.

A Strasbourg, toutes les catégories du centre de recherche nucléaire de Groenbourg entraînaient dans le mouvement à la suite des administratives et entraînaient les autres instituts de recherche.

Hier, le SNTRS-CGT, suivi de la CFDT, choisissait d'aller trainer la manifestation devant les Finances, alors que dès leur première semaine de grève les administratives avaient refusé de se faire trimballer et renvoyer de bureau en bureau et décidé de s'adresser au seul CNRS. La délégation syndicale ne fut d'ailleurs pas reçue rue de Rivoli.

La CGT et le SNCS-FEN appelaient à se disperser et à préparer la journée du 9 février, prévue de longue date pour appuyer les revendications de toutes les catégories.

Au rassemblement avant

la manifestation, le SNTRS-CGT parlait de se battre sur l'ensemble des revendications catégorielles. La conséquence en serait l'isolement des administratives et de noyer leur revendication dans un catalogue, alors même qu'une large fraction des techniciens et chercheurs sentent que c'est sur la lutte des administratives qu'il faut faire céder le CNRS.

Après la manifestation d'hier, un bilan était tiré en assemblée générale quai Anatole-France. Le comité de coordination et la CFDT renouvelaient leur appel à la grève reconductible dans les centres.

JACQUES BOREL INTERNATIONAL EN GREVE DEPUIS UNE SEMAINE

Depuis une semaine, les travailleurs du groupe Jacques Borel international sont en lutte. Partie des centres administratifs de la tour Montparnasse et de l'avenue de Saxe, la grève s'est étendue aux multiples filiales du premier groupe européen de restauration et d'hôtellerie. Les

grevistes se battent pour un salaire minimum de 2 300 F, le paiement des indemnités journalières en cas de maladie, le 13^e mois et contre les tentatives de démantèlement du groupe.

Dans les wimpy et les restaurants d'entreprise

La descente du directeur accompagné d'un huissier n'a pas entamé le moral du piquet de grève au Ticket-Restaurant. Là aussi les travailleurs ont leur trésor de guerre : en bloquant l'expédition des tickets, ils causent chaque jour une perte énorme à l'une des filiales du groupe Jacques Borel International.

Jacques Borel, vous connaissez ? Celui qui a fait fortune dans la restauration industrielle : licencié, il peut se balader en Concorde. Les travailleurs du groupe, eux, n'ont jamais été à la fête : 1900 F pour un plongeur, moins de 2500 F pour la majorité du personnel.

Pas étonnant dans ces conditions que l'assemblée générale aille demander des comptes au directeur du personnel. Ce dernier croit bon d'appeler les flics qui croient bon de venir. La grève est décidée sur le tas. C'est le début d'un mouvement, suivi à 80 % à Paris, soutenu par l'ensemble des syndicats du

groupe (CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC)

Lundi 23, le personnel apprenait le licenciement de tout le personnel du service étude et réalisation du secteur informatique. Cette nouvelle renforçait la volonté de lutte. Parce que dans la charrette des 14 licenciements, il y a 3 élus au comité d'entreprise (CGC) et un représentant syndical (CFDT) et parce que la liquidation du service informatique prélué au démantèlement du groupe et donc à d'autres licenciements.

La grève s'organise alors. Des brigades vont dans les Wimpy empêcher les gérants de poursuivre la vente avec des intérimaires. D'autres organisent la popularisation de la lutte aux portes des cantines interentreprises. Les travailleurs de la FNAC et les postiers du XV^e viennent apporter leur solidarité. Déjà une semaine de grève. La lutte des travailleurs contre l'empire de Jacques Borel International est à un tournant.

La direction a choisi d'ignorer les revendications des grévistes et elle a traduit quatre élus du personnel devant le tribunal des référés pour obtenir l'évacuation des locaux de Ticket-Restaurant.

C'est maintenant aux travailleurs de renforcer leur lutte, d'avancer encore dans

la coordination des cantines, Wimpy, restaurants et bureaux où sont dispersés les 16 000 salariés de Jacques Borel International. Ils ont déjà montré que le groupe peut se passer du jour au lendemain de son P.-DG mais qu'il ne peut vivre sans l'activité des travailleurs.

Au service informatique

Au 28^e étage de la tour Montparnasse, les bureaux de service informatique du groupe sont déserts. Avec 14 licenciements, c'est là un service directement menacé par la direction. Jean, un militant CFDT, explique pourquoi.

« D'abord, la volonté de démanteler le groupe, bien sûr. Mais tu sais, ceux qui travaillent dans un service informatique central voient toutes les informations passer entre leurs mains : des magouilles du groupe au fric touché par les huiles, ça finit par poser des problèmes quand les organisations syndicales développent leur implantation. Les gens sont écumés de ce qu'ils voient et le font savoir. » En sortant, nous traversons une salle où 15 perforatrices sont au travail ? « Des grévistes qui font la paye de janvier, tout simplement. »

école

FAITES CHAUFFER

• HEC en grève

Les élèves de HEC (école des Hautes études commerciales) à Jouy-en-Josas sont en grève depuis le mardi 24 janvier. Ce mouvement était dans l'air depuis plusieurs semaines, la direction de l'école refusant les demandes des élèves concernant le « comité d'enseignement », structure où les étudiants devraient normalement décider ce qui les concerne dans l'organisation de l'enseignement et la vie d'HEC. Les élèves réclamaient un pouvoir décisionnel et refusaient le droit de veto de l'administration. La direction étant revenue lundi dernier sur ses promesses orales, les élèves ont entamé leur mouvement. Le directeur a claqué la porte en se retranchant derrière la Chambre de commerce et d'industrie, chambre patronale dont dépend l'école. Les élèves envisagent une manifestation devant le siège de celle-ci lundi prochain.

• Cinq débats sur l'école à Strasbourg

Le collectif « Images au poing » propose cinq soirées consacrées à l'école et fait appel à tous ceux qui se sentent concernés pour y participer : professeurs, lycéens, parents,

éducateurs, et à tous les groupes : Freinet, Ecole émancipée ainsi qu'aux faiseurs de journaux parallèles. Cela se passe au 7, avenue de la Forêt-Noire, 67 000 Strasbourg, tél : 81.07.23. Au programme, vendredi 27 janvier : Ecole et Société, 20 h 30, vidéo et films (« Ecole, gare de triage », « l'Enfant prisonnier », « Les apprentis se réveillent ») et débat sur l'orientation et la sélection ; samedi 28 janvier : 15 h, films (« Le Lycée d'Oslo », « Summerhill », « Lip n° 3 », « Vitruve ») et forums (pédagogie Freinet, école Saint-Michel, expérience lycéenne) ; lundi 30 : 20 h 30, films (« Enfants d'immigrés de Belleville », « Le Neuhof ») ; jeudi 2 février : 20 h 30, films tournés dans les foyers, débat avec des éducateurs ; vendredi 3 février : 20 h 30, film (« Zéro de conduite ») et musique, sketches, bouffe !

• Grève à l'IEDES

Les personnels administratifs et enseignants de l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES), qui assure la formation de 1200 étudiants, s'est mis en grève du 19 au 25 janvier à l'appel des syndicats SGEN et SNEsup. Ils protestent ainsi contre les conditions d'emploi de la majorité des enseignants payés en heures supplémentaires, contre les conditions de travail du personnel administratif et contre le mode de gestion négligent et arbitraire de la direction de l'IEDES. Ils exigent l'intégration, dans un cadre correspondant à leur service, à leur qualification et à leur ancienneté, des personnels enseignants hors statut mentionnés plus haut ; l'embauche d'une personne supplémentaire au service des inscriptions ; l'annulation d'une décision arbitraire de licenciement.

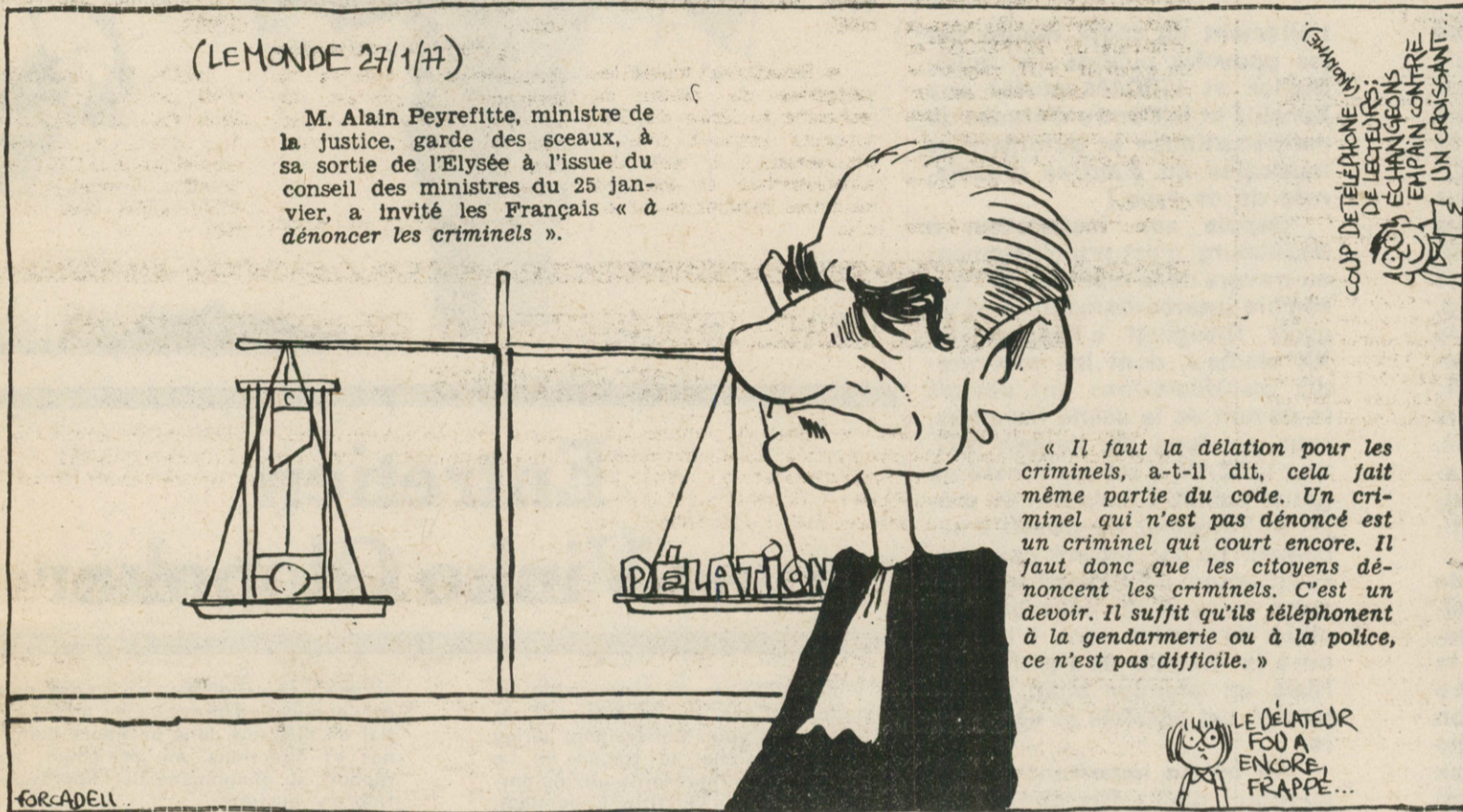
les temps modernes

Les ravisseurs ont pris contact avec la famille Empain C'EST L'ARGENT DU BARON QUI LES INTERESSE

• La police le savait probablement depuis le début

Les ravisseurs du baron Empain ont pris contact avec son entourage 72 heures après l'enlèvement, a annoncé, hier midi, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, M. Berger a seulement précisé que « les ravisseurs avaient communiqué à l'entourage du baron la preuve qu'ils le détenaient et fixaient une

rançon pour sa libération ». Il n'y avait aucune exigence de caractère politique. La preuve communiquée par les ravisseurs serait une lettre écrite de la main du baron. Le montant de la rançon s'élèverait à plusieurs milliards de francs.



La police s'est donc décidée à dire une partie de ce qu'elle sait, après que des rumeurs insistantes dans l'après-midi de mercredi aient fait état d'un coup de téléphone qui aurait été reçu par la famille deux heures après l'enlèvement, vers 14 h donc, lundi dernier. La rumeur devait être assez forte pour que *France-Soir*, qui avait fait sa première édition sur le thème que nous dénoncions hier :

« Le terrorisme allemand », change son fusil d'épaule pour la deuxième et abandonne sa croisade contre « les amis de Baader ». Avec regret pourtant. Son édition de vendredi met Rolf Pohle et Irmgard Möller en première page avec ce titre : « Les Baader au secret quand même. »

Le numéro de téléphone de la famille Empain au 33, avenue Foch n'est pas dans l'annuaire. Ceux qui ont pu appeler à ce numéro présentent des gages sérieux dont ne peuvent pas se prévaloir les dizaines de candidats à la paternité du rapt qui ont appelé l'AFP, *Rouge*, *l'Est républicain*, fixant des rançons et vivant le temps d'un coup de téléphone un moment d'aventure. Le même homme aurait rappelé, dans la nuit de mercredi. Patricia Empain, la fille du baron aurait affirmé aux enquêteurs que c'était la même voix.

Manipulations

Mais officiellement, la police dit que c'est seulement 72 heures après

l'enlèvement que le contact digne de foi a été pris. 72 heures, cela nous mène à mercredi midi. L'avantage de cette formule est de laver le pouvoir du soupçon de manipulation de l'opinion, au moins en partie. Car, ce qui était déjà scandaleux dans l'hypothèse où la police ne savait vraiment rien, cette psychose liberticide, comme la dénonce la CGT, cette mobilisation de l'opinion en défense de la patrie mise en danger par des « terroristes », devient une opération machiavélique, une action concertée contre la tranquillité publique, une manœuvre de démagogue, dans l'hypothèse où la police savait depuis de début.

On a donc volontairement condi-

tionné les gens pour qu'ils acceptent une incroyable mobilisation policière — 140 000 véhicules et 200 000 personnes contrôlées chaque 24 heures — pour qu'ils valent sans s'étrangler les numéros de délateur en chef de Peyrefitte, pour qu'ils versent une larme devant les angoisses du CNPF. On a employé des méthodes de gangsters et il y a toutes les raisons de soupçonner même l'origine des appels qui, un temps, ont revendiqué le rapt au compte du NAPAP. Quelque barbouze officielle ou officieuse a dû vouloir transformer un désir de pouvoir en réalité.

Ces gens défendent la démocratie libérale. Il faut s'attendre au pire.

David Freiman

TUEZ UN ARABE, VOUS RISQUEZ L'ACQUITTEMENT

« On ne pas tout de même pas prendre quinze ans pour un bougnoule ! » confiait à qui voulait bien l'entendre un ami du meurtrier d'Elaïd Djennati. Gérard Grosset, le meurtrier n'a pas pris quinze ans, ni même dix, cinq ou un. Les jurés des assises de la Creuse l'ont acquitté, en leur âme et conscience. Gérard Grosset avait tué Elaïd Djennati le 11 décembre 1976. Une altercation les avait opposés dans un club. Grosset était allé chercher sa Winchester 22 long rifle et était revenu abattre son adversaire, en « légitime défense » ont estimé les jurés. Ce meurtre intervenait moins d'un mois après que les jurés de l'Orne aient montré la voie en acquittant un autre meurtrier d'un autre algérien.

Il s'établit là une jurisprudence qui, si elle devrait satisfaire les tenants de la loi du lynch, et spécialement de celui des travailleurs immigrés, réclame la mise en alerte des organisations ouvrières. De telles décisions ne sont pas le fait seul de jurés qui auraient trop lu SAS et trop écouté La Pen. Elles sont aussi l'enfant naturel et désiré quoique monstrueux des mesures Stoléru contre les travailleurs immigrés et de la mise en condition de la population au nom de de la sécurité. Elles sont à classer dans la même famille que l'association « Légitime défense » qui regroupe notamment des hauts magistrats pour une justice plus musclée à l'égard des fauteurs de trouble et pour que soit reconnu le droit de tuer des personnes menacées. Le fascisme quotidien, ce n'est pas autre chose.

D.F.

Une radio libre dans la banlieue sud ? Réunion ce soir à 20 h à la MJC de Montrouge, 8 rue Racine.

femmes

Au-delà du procès du Mans

LES FEMMES DISENT-ELLES NON POUR LA FORME ?

Le procès pour viol du Mans se termina hier par la condamnation de Pasquier, l'accusé, à 5 ans de prison. L'avocat général avait requis contre lui 7 ans de prison, une peine selon lui « à la hauteur du crime ». Au cœur des débats de ce procès, comme de ceux des procès précédents, quatre questions à approfondir : qu'est-ce que le viol, en premier lieu ? Mais aussi : pourquoi les femmes sont-elles toutes « honteuses » après avoir subi cette humiliation ? Pourquoi les mobilisations contre le viol ont-elles entraîné dans la rue des milliers de femmes, aux USA, en Espagne, en Italie, en Allemagne et en France ? Que proposer en dehors du recours à la justice ?

Pasquier, l'accusé, à plusieurs reprises déclara : « Les femmes disent non pour la forme », « elles se laissent faire ».

L'avocat de la défense déclara : « De bonne foi, un homme peut se tromper. » « Il n'y avait pas intention de viol. » Moi-même, dit-il, sous forme de boutade, « je ne prends plus d'autostoppeuse seule, de peur de me voir un jour accusé (!) ». Comme diront très bien les avocates de la partie civile, parlant au nom de toutes les femmes en lutte : « Le violeur ne considère pas qu'il a un être humain en face de lui, mais un corps dont il peut disposer et sur lequel il peut affirmer son pouvoir. » Ainsi sauf si elle

meurt, sauf si l'homme lui-même reconnaît le viol, la victime est toujours suspectée d'être consentante car « une femme ne vaut pas par ce qu'elle dit, elle ne vaut que par son corps ».

Si elle ne s'est pas débattue, c'est qu'elle est consentante. Pour nous, femmes et militants, le viol existe dès que le désir de la femme est nié, dès qu'une relation est imposée. Pour la justice et pour la plupart des hommes, il n'y a viol que si la femme rouée de coups n'a pu empêcher l'homme de la pénétrer. Il n'y aurait dans ce cas de vrais viols que dans les viols collectifs comme dans le film de Yannick Bellon !

Pourtant la réalité du viol est toute autre. Comme diront Martine et Marie-Claire au procès : « J'ai pensé tout de suite à la mort », « je ne suis pas habituée à me battre », « Il aurait fallu que je dépasse ma peur », « il faudrait apprendre à se battre ». Du coup, « j'ai accepté la fatalité ». Et c'est cela plus que toute autre chose qui humilie les femmes violées. Ce n'est pas la honte ancestrale du sexe, c'est l'humiliation d'avoir été vaincues sans combat qui rend honteuses la plupart des femmes violées. Comme disait Martine : « Je me suis découverte moi-même », « je me suis découverte trouillard ».

Ce problème est celui de toutes les femmes ou presque qui confrontées à la violence d'un adversaire, aux menaces, sont incapables de réagir. En ce sens, l'apprentissage collectif de l'autodéfense par les femmes n'est pas une réponse négligeable même si cela ne résout pas le fond du problème.

Pas plus d'ailleurs que le recours à la justice qui, s'il permet aujourd'hui aux femmes de dénoncer collectivement et publiquement les agressions dont elles sont victimes, ne peut offrir de « réparation » pour le préjudice subi. Bien plus, peut s'ajouter au traumatisme du viol, le choc et l'humiliation de la procédure judiciaire comme l'a décrit Martine à l'audience. Par ailleurs, comme le soulignaient les avocates de la partie civile, cela ne servirait à rien de « faire payer » à Pasquier ses viols par la prison.

La prison, dira une avocate, est un « véritable pourrissoir ». C'est d'ailleurs avec étonnement et même indignation que les 150 hommes et femmes présents dans la salle d'audience ont entendu l'avocat général requérir sept ans de prison contre Pasquier. A l'humiliation du viol, faut-il ajouter un sentiment de culpabilité ? Ce sont là quelques-unes des questions posées à l'occasion du procès pour viol.

Claire Bataille

• Après l'inculpation du MLAC d'Aix, le MLAC poursuivi à Lille

Le 20 février, Franck Dupin passe en procès pour avoir « couramment » pratiqué environ 400 avortements. C'est-à-dire qu'il est inculpé pour des avortement ayant été pratiqués avant le vote de la loi Veil ! Il est par ailleurs inculpé pour l'avortement d'une mineure de 16 ans, réalisé le 17 janvier 1976.

Pour informer sur cette affaire et en débattre, le MLAC de Lille organise une réunion le vendredi 27 janvier à 20 h 30, à la salle du conservatoire à Lille.

• Vie du mouvement

La commission sur le viol (région parisienne) appelle à une assemblée générale des groupes femmes de Paris et région parisienne, vendredi 27, à 20 h, à Jussieu tour 46.

La commission avortement de la région parisienne convoque aussi une assemblée générale le samedi 28 janvier, à 14 h 30, à Jussieu, pour mettre au point les derniers préparatifs du meeting sur l'avortement-contraception du 5 février à la Mutualité.

« Passage du XXème siècle »

Musique contemporaine à Beaubourg



Paradoxalement, la musique contemporaine a vécu jusqu'à ce jour dans un relatif isolement par rapport à la vie musicale professionnelle, au niveau le plus général. Certes les conditions sont relativement plus favorables à sa diffusion que par le passé, que pour les générations précédentes (celle de l'École de Vienne, Schönberg, Berg, Webern, c'est-à-dire la musique sérielle, dodécaphonique, entre 1900 et 1930). Mais, jusqu'à aujourd'hui, l'essentiel de ce qui a été produit n'a été, généralement, que le fait de travaux et de démarches individuelles, pour un public averti, restreint et complice.

L'Institut de recherche et de coordination acoustique/musique (IRCAM), créé officiellement en 1974, dirigé par le compositeur et chef d'orchestre Pierre Boulez (en collaboration avec Gerald Bernet, Luciano Berio, Vinko Globokar, Max Mathews et Jean-Claude Risset) et installé depuis un an au centre Beaubourg, est la première expérience collective et scientifique d'investigation et de création, d'envergure internationale, en musique contemporaine. L'ampleur du projet, des moyens mis en jeu (collaboration avec des physiciens, acousticiens, électroniciens, informaticiens, psychologues, sociologues, linguistes et les grandes institutions de recherches dans ces domaines), comme ceux mis à sa disposition (l'IRCAM est entièrement financé par l'Etat) ont été à l'origine de nombreuses polémiques, à propos essen-

tiellement du choix réalisé par les pouvoirs publics : pourquoi Boulez et l'IRCAM plutôt que Xenakis et le Centre d'études de mathématiques et automatique musicales ou d'autres organismes de ce type ?

Depuis son installation à Beaubourg, c'est principalement au travers de la création de l'Ensemble intercontemporain et du cycle inaugural « Passage du XX^e siècle », dont les soixante-dix manifestations ont occupé le devant de la scène française, tout au long de l'année 1977, que l'IRCAM s'est manifesté au grand public. L'ambition du projet et l'ampleur du travail à accomplir ne permettent pas dans l'état actuel de sous-développement culturel du pays de conclure, dès maintenant, à l'échec ou à la réussite de l'entreprise. Mais un premier bilan, même partiel, est possible et nécessaire.

Un public important (40 000 auditeurs pour « Passage du XX^e siècle »), beaucoup plus large que l'auditoire traditionnel dans ce domaine, s'est matérialisé autour de ce cycle inaugural. Bientôt va s'ouvrir la salle souterraine de l'IRCAM (un espace de projection à acoustique variable), dont l'accès sera public (trois à quatre cents personnes). Pierre Boulez disait en 1974 : « Si on ne consacrait pas aujourd'hui un institut à la recherche et à la synthèse des recherches, on perdrait une occasion essentielle de rénover l'expérience musicale. » Depuis un an, cet institut existe.

Carol-Bach

Entretien avec Vinko Globokar

Vinko Globokar est responsable, au sein de l'IRCAM, du département instruments et voix. Entièrement dirigé vers la recherche, le travail de ce département ne représente qu'une partie de l'activité de l'institut. Cependant, au travers de l'interview que nous a ac-

cordée Vinko Globokar, on pourra juger de l'application pratique du projet initial de l'IRCAM dans plusieurs domaines et directions, en particulier, par rapport au phénomène de l'improvisation en musique.

• Quelle est votre place au sein de l'IRCAM ?

— Pierre Boulez m'a demandé dès le début si je voulais m'occuper du domaine « instruments et voix », un des cinq départements de l'IRCAM. Il y a des solutions que l'on ne peut trouver qu'à travers une institution, elles existent individuellement pour le compositeur ou l'instrumentaliste, mais les questions générales ne peuvent être résolues qu'avec de la technologie et des moyens financiers.

• Quelles sont les grandes lignes de vos recherches ?

— Il y a pour cela un plan de travail à longue échéance, qui porte sur trois domaines. Le premier projet est destiné à combler le trou énorme qui existe entre l'enseignement du conservatoire et la pratique du musicien face aux œuvres contemporaines. Il existe des expériences de solistes, mais qui restent personnelles et ne sont pas transmises. Nous voulons donc pour cela publier des cahiers de renseignements sur l'utilisation des instruments et leurs diverses applications pratiques.

Ils doivent être diffusés partout, dans les écoles et les conservatoires, avec utilisation de moyens modernes comme la vidéo. Chaque cahier contient une partie historique, une partie technique sur l'utilisation accompagnée d'une bande vidéo, et une analyse spécifique du résultat sonore. Nous travaillons actuellement sur le violon, bientôt le hautbois, mais nous comptons passer en revue tous les instruments d'orchestre.

Le deuxième projet concerne l'utilisation de l'électronique. Elle a d'ailleurs déjà été employée de manière sommaire par la musique pop. Si l'on considère que l'électronique est un prolongement de l'instrument, pourquoi ne pas employer un ordinateur dont la programmation serait faite par l'instrumentaliste lui-même ? C'est-à-dire sans intermédiaire entre la personne et la machine. Pour ce faire, nous avons commencé par le début, la captation de la source sonore. Nous travaillons sur la captation individuelle des sons, donc des contacts microphones ; mais le matériel vendu sur le marché est très mauvais et diminue déjà les données de moi-

tié. Le but est donc d'en fabriquer de parfaitement fidèle.

Le troisième projet est analytique. Nous voulons produire un certain nombre de publications sur le phénomène de l'improvisation vu sous tous ses aspects. D'abord sa fonction dans les sociétés non européennes, le côté sociologique, religieux ou rituel. Ensuite, la psychologie de l'improvisateur, son éducation, ce qui le pousse à improviser, son contexte social, l'influence du lieu, etc. Enfin, les matériaux utilisés et les différentes possibilités qu'il propose. Il y a bien sûr aussi le problème de l'improvisation et de la composition, des rapports qui existent entre eux. Il s'agit donc de faire une recherche générale sur ce phénomène.

• De quelle manière procédez-vous ?

— Il y a tous les six mois un séminaire ouvert qui dure environ une semaine et comprend des discussions publiques, des tables rondes et des conférences. On y intègre également des exemples sonores. Les musiciens viennent présenter un instrument, non dans le but de faire un concert, mais dans celui de provoquer un débat autour de cette démonstration.

• Avec qui collaborez-vous ?

— D'abord avec les autres départements de l'IRCAM. Pour l'improvisation, nous avons formé trois groupes de travail, dont les thèmes sont, jusqu'en juin : technique instrumentale dans les cultures non européennes, improvisa-

Pierre Boulez :

Tout remettre en question

Dans un interview au « Nouvel Observateur » (5 janvier 1976), lors de son retour en France, Pierre Boulez déclarait : « Si l'on voulait remettre à sa juste place la production contemporaine, il fallait remettre à sa juste place la production musicale, il fallait rétablir la communication et c'était donc toute la vie musicale qu'il fallait changer et remodeler dans les profondeurs ».

Le projet, puis la réalisation de l'IRCAM est donc parti à l'origine d'une constatation. Il existe, non pas à proprement parlé une crise, mais plutôt un état de translation rendue nécessaire par la caducité des structures épuisées, pourries, finies (P. Boulez). Dans cet état de translation plusieurs choix ont été proposés. Mais comme le dit P. Boulez « ces choix sont souvent des expédients provisoires qui ont la préférence probablement parce qu'ils donnent encore fortement l'illusion d'une solution personnelle, conforme en cela aux mythes les plus résistants ».

Ces choix quels sont-ils ? L'activité parodique, le recours aux cultures non occidentales, à la science comme excuse, au scientisme en tant que mysticisme de remplacement, à une politisation superficielle qui ferait dépendre « la validité esthétique de la bonté d'âme » ou du choix politique. Tous ces choix correspondent certes « à un besoin, à une angoisse, à un doute, bien réel », pour briser la relation traditionnelle Musiciens actifs/Public passif. Mais ils sont, dans la plupart des cas plus le fruit de pratiques individuelles, isolées que d'une réflexion collective, approfondie, scientifique.

L'IRCAM c'est donc une tentative de dépassement de cet état de fait. « Nous sommes arrivés à un moment, dans l'évolution générale de la pensée où l'équipe collective



prépare par exploration systématique du terrain, la découverte due au hasard de l'intuition individuelle ».

Les citations sont extraites de « la Musique en projet », le premier livre de l'IRCAM, collection cahiers Renaud-Barrault, Gallimard/IRCAM.

C.B.

tion et pédagogie, improvisation et langage musical. Pour chacun des thèmes, il y a réunion de quatre à cinq personnes, un instrumentaliste, un compositeur, un improvisateur, un théoricien, plus une personne extérieure. Ils décident ensemble du travail et de l'organisation des journées. Pour la recherche sur les contacts microphones, nous avons besoin d'ingénieurs et de techniciens étrangers à l'IRCAM.

• Que peut trouver le musicien dans toutes ces recherches ?

— Dans le domaine de l'improvisation, c'est la première fois qu'ils peuvent aller si loin avec des moyens appropriés. Il s'agit pour eux d'une réflexion possible grâce aux contacts qu'ils trouvent à l'IRCAM.

• Pourquoi l'improvisation ?

— L'improvisation est un phénomène qui permet d'emmagasiner des informations et qui enrichit notre réservoir de possibilités. Le contexte social influence directement l'art d'improviser. Le contexte social, l'histoire des groupes et sous-groupes ethniques influent directement sur l'art et la manière d'improviser, par le biais de codes. Le but est de montrer que l'improvisation est un phénomène qui accompagne la musique depuis toujours, mais dont les formes diffèrent. Cependant, l'improvisation demeure une manifestation au premier degré, dans la mesure où il s'agit de créer une situation collective où l'on accepte tous les risques vis à vis de l'esthétique. C'est une socialisation où chaque participant peut se donner complètement.

• Quelle ligne directrice pour l'IRCAM ?

— Il n'y a pas une seule idée, et l'on ne doit surtout pas dire : « La musique est malade, il faut la guérir. » Nous ne cherchons pas un truc qui puisse modifier l'évolution de la musique, mais nous travaillons sur les domaines qui nous paraissent les plus aptes à se développer actuellement. Le but de l'IRCAM n'est pas non plus de faire des concerts. Ainsi, une des erreurs a été de présenter *le Passage du XX^e siècle* (concert donné à l'occasion de la fondation de l'IRCAM) comme produit de l'IRCAM.

Propos recueillis par Carol Bach et Marc Jonas

Les syndicats mènent la lutte, Nevenoe mène la danse

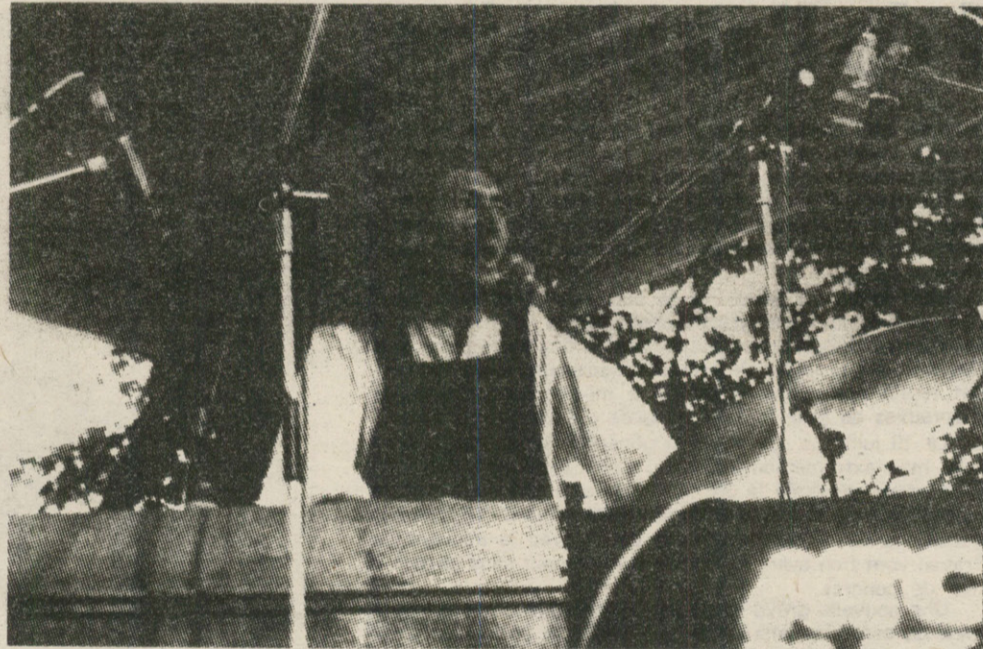
Après le Festival de la chanson à Rennes

Depuis plusieurs années, Rennes avait l'habitude d'accueillir tous les ans ce que l'on appelait pompeusement le Festival international des variétés. Une tête d'affiche (genre Claude François), un radio-crochet et tout le monde rentrait chez soi. Nouvelle municipalité, nouveau festival et le festival devient le Festival de la chanson. Le changement est-il uniquement dans les mots ? Du 10 au 16 janvier, six jours de chansons, soit 80 spectacles et autant de chanteurs connus

ou moins connus : Jacques Bertin, Denis Wetterwald, Dick Annegarn, Carlos Andreu, Méline Favennec, etc. Et là où vit précisément la population laborieuse de Rennes : ZUP, ZAC... c'est-à-dire la périphérie de la ville, rendant plus criant encore le manque d'infrastructures culturelles dans ces quartiers. Enfin les prix, relativement bas (de 5 à 16 F, avec réduction pour les chômeurs, les bidasses et les moins de 13 ans), permettant, en ces temps de crise, de le-

ver, un peu, l'obstacle financier à une participation d'un public large, ouvrier et jeune au festival.

Ce sont environ 20 000 personnes qui auraient été touchées par le festival. « Bonne opération électorale », disent certains. En fait, quelque chose de plus profond. Deux chanteurs, Gérard Delahaye et Méline Favennec nous expliquent le sens de leur participation à ce festival et plus généralement les problèmes qui les préoccupent.



• Qu'est-ce que le collectif Nevenoe ?

— Le collectif que nous avons créé avec Annkrist, Yvon Semen et d'autres encore, est vieux de près de cinq ans. Il est né du constat de l'impasse du show-biz, actuellement, et d'une volonté de faire autre chose ensemble. Pour survivre économiquement certes, mais également pour progresser et confronter les expériences individuelles de chacun.

Ce collectif est une structure dynamique en évolution permanente, remettant en cause la fonction de l'artiste dans notre société. L'important pour nous, c'est de nous frotter constamment aux

structures sociales existantes, pour ne pas se laisser bouffer, mais aussi de dépasser les contradictions entre les exigences politiques de chacun et leurs désirs les plus profonds.

• Comment vous prenez-vous en charge ? Et comment posez-vous le problème de votre rapport au public ?

— D'abord, nous exigeons une somme minimale à chaque spectacle. Puis nous partageons la recette entre tous. Nous refusons tout solution individualiste. Par exemple en ce qui concerne le problème d'Yvon Le Men, qui a du mal

à vivre de sa poésie. Dans ce cadre-là, il peut. Ce n'est pas pour nous une sorte d'assistance. En fait, ce ne sont pas les gens qui ne sont pas adaptés à la poésie, mais la poésie qui n'est pas adaptée aux gens. Nous refusons ce rôle particulier que la société nous impose. Nous refusons d'être ceux qui prennent en charge le plaisir des gens. Tout comme les syndicats mènent la lutte, nous menons la danse. Non ! Nous refusons ce type de rapport.

• Pourtant, de plus en plus, les travailleurs prennent en charge leurs luttes. Comment cela se répercute-t-il sur le plan culturel ?

— Un exemple ancien. En 1936, spontanément les travailleurs de Quimperlé scandaient leurs revendications sur un air d'andro (chanson à marcher bretonne). Mais le fond culturel, particulièrement en Bretagne a évolué. Aujourd'hui, nous avons un choix relatif ou du moins l'horizon s'est élargi (mass media, disques...) qui brouille en fait l'identité culturelle des peuples. Si pendant toute une période, récente, les Bretons essayaient de s'identifier, de rechercher un fond commun, maintenant ils sont à la recherche d'une identité plus profonde. Et cela est plus difficile. Le système capitaliste et le sort qu'il réserve à la Bretagne empêchent la conquête réelle de cette identité.

Propos recueillis par notre correspondant de Rennes

David Rose, un Américain à Paris

Il est de bon ton depuis quelque temps de faire la moue lorsqu'on parle de jazz-rock, ceci est en partie la faute de certains musiciens, qui à trop cultiver la prouesse technique, ne nous offrent plus que musique glacée sur fond de supermarché, mais lorsque la technique est le support d'une sensibilité et d'un besoin de communication, alors il faut s'arrêter et écouter ce musicien.

Si David Rose déclare : « La musique, c'est une conversation sinon il n'y a plus de musique », c'est qu'il a compris l'impasse dans laquelle se trouve toute une partie de la musique actuelle, chez lui l'authenticité prime. David Rose est un violoniste américain de la lignée des Jerry Goodman et autre Jean-Luc Ponty, installé en France depuis quelques années, il est surtout connu pour avoir accompagné Yves Simon (écoutez son violon dans « Caroline des Yvelines ») mais il a également fait partie de ce qui fut sans doute un des meilleurs groupes de jazz-rock français, Transit Express (voir « Couleurs naturelles »).

Au mois d'octobre dernier, il assura la première partie d'Yves Simon à l'Elysée Montmartre : pendant vingt trop courtes

minutes, il nous livrait quelques aspects de son jardin intérieur. Aujourd'hui, un disque vient de concrétiser tout cela : dans « Distance between Dream », David Rose, entouré de brillants musiciens (Gérard Prévot, ex-bassistes de Zao), nous fait découvrir les diverses facettes de son talent, passant du classique au jazz le plus moderniste, mais avec néanmoins un suave climat romantique qui lie le tout et assure la continuité. A chaque fois que j'écoute ce disque, je pense au « Petit Prince » de Saint-Exupéry, demandant « dessine-moi un mouton » et le narrateur se contentant de faire une caisse : la musique de Rose est un peu à cette image, vous en discernerez d'abord l'enveloppe puis par touche allusive, vous pénétrerez dans un monde imaginaire où il fleurit bon s'ébattre. A regretter cependant une certaine linéarité dans le déroulement des thèmes, on attend un peu trop ce qui va venir, il n'y a pas vraiment de rupture ; d'effet de surprise d'où relâchement de l'intérêt.

Yann Plougastel

• David Rose donne un concert, vendredi 28 janvier, à Courbevoie, il pourra donc définitivement nous conquérir.
• Discographie : « Distance between Dreams », Gratte-ciel ZL 37 094 distribution RCA

spots

• Annie aime les sucettes

Du mouvement punk français, on ne connaissait jusque là que la tendance mondaine, nouveaux philosophes : Bazouka, Pacadis et Facade (une revue luxueuse pour punks salonards). Depuis le 19 janvier, un nouveau journal a vu le jour : « Annie aime les sucettes ». Un extrait d'un des articles, qui donne le ton de cette nouvelle revue : « Vous vous intéressez à la politique, je crois ? Ce qu'on appelle la punk est un peu contradictoire avec la politique, comme vous le disiez tout à l'heure, il s'agit d'une sorte de révolte globale, tripale, un certain esprit de dérision et de provocation quand même contradictoire avec la LCR, par exemple. Pour moi, la politique c'est partout. Entre un super concert et la manif après le « suicide de Baader », j'aurais choisi la manif — les Sex Pistols, j'aurais hésité. »

En vente dans toutes les bonnes librairies parallèles, 12 pages, 5 F.

• Groucho jouait de la harpe

Stivell aussi. Le retour en France de l'un des premiers musiciens à avoir débloqué et sorti le folk français du folklore et de sa marginalité. Parisien d'origine bretonne, il a redécouvert la musique celtique après avoir écouté et joué du folk nord-américain... Aux abattoirs de Pantin, le 3 février. A la même date que la fête d'« Antirouille ».

• So long, Terry

En 1969, la révolution nous semblait éminente et à l'ombre de nos poings tendus, nous dansions sur le rythme d'une guitare un peu folle qui hurlait « Libération ! » ou rifait sur les slogans de la nouvelle gauche américaine. Une guitare-brasier qui s'est éteinte et Terry Kath, le guitariste de Chicago, ne joue et ne jouera plus. Drôle de mort, roulette russe sur fond de rock'n roll et un de nos mythes (après Hendrix, Brian Jones, Joplin et Guevara) nous tire sa révérence, même s'il avait un peu grossi et mis de l'eau dans son vin, Kath sera pour moi celui qui terminait un de ses morceaux en disant : « With this album, we dedicate ourselves, our futures and our energies to the people of the revolution... and the revolution in all of its forms ». (1). Voilà, ça fait mal au cœur, mais le solo de « Poem 68 » continuera à fredonner... So long Terry.
(1) « Avec cet album, nous nous dédions, nous, nos futurs et nos énergies au peuple de la révolution... et à la révolution sous toutes ses formes. »

télévision

13.00 Journal
18.00 A la bonne heure
18.25 Pour les jeunes
18.55 L'accusée (feuilleton)
19.15 Une minute pour les femmes
19.20 Actualités régionales
19.45 Eh bien, raconte
20.00 Journal
20.30 Au théâtre ce soir : la fessée, une pièce de Jean de Létraz
22.15 Hippisme
23.15 Journal

17.55 Fenêtre sur Le peintre Alfred Courmes.
18.25 Dorothee et ses amis
18.40 C'est la vie
18.55 Des chiffres et des lettres
19.20 Actualités régionales
19.45 Les six jours d'Antenne 2
20.00 Journal
20.30 Les Eygletière (feuilleton)
21.35 Apostrophes Les livres politiques.
22.45 Journal
22.50 Oncle Vania, une pièce d'Anton Tchekov

18.35 Pour la jeunesse
19.05 Télévision régionale
19.40 Tribune libre La Ligue communiste révolutionnaire.
20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 La qualité de l'avenir : vivre aux champs
21.30 Les maîtres d'œuvre
22.20 Journal

POUR 200 MILLIARDS DE DOLLARS DE PLUS



Dans une manifestation d'une communauté paysanne, femmes et enfants présents.



Participation massive des femmes aux luttes sociales.

Le Pérou au bord de l'explosion

Le 8 juillet dernier, 15 organisations syndicales, réunies dans un « commandement unitaire de lutte », appelaient à une grève nationale de 24 heures pour le 19 juillet. Ce fut la plus grande grève générale de l'histoire du pays.

La promulgation du plan économique gouvernemental à la mi-juin a été le signal de départ de luttes ininterrompues. C'est que ce plan gouvernemental est durement ressenti par les travailleurs des villes et des campagnes. Les mesures d'austérité qu'il avance sont la condition qu'a imposé le Fonds monétaire international (FMI) pour un prêt de 200 millions de dollars, nécessaire pour sauver l'économie péruvienne de la banqueroute. Et bien que le coût social de l'opération soit très élevé, les Etats-Unis, qui sont derrière le FMI, sont bien décidés à ne pas faire de cadeau aux militaires qui ont hérité de la soi-disant « révolution péruvienne » du 3 octobre 1968 qui a donné le coup d'envoi du réformisme militaire latino-américain.

Ce n'est pas que les intérêts impérialistes aient été lésés de manière significative, mais sur le plan politique, les généraux péruviens de la Junte militaire de gouvernement (JMG) ont par trop écorné la présence hégémonique des USA dans le pays. Quelques mesures économiques irritantes, mais surtout l'ouverture de relations diplomatiques avec Cuba et le développement des échanges avec les pays de l'Est, le passage d'importants contrats d'armement avec l'Union soviétique, ne sont pas des choses qui s'oublient du jour au lendemain.

Et pourtant, le 29 août, une révolution de palais écarte le « père de la révolution de 1968 », le général Velasco Alvarado, pour lui substituer le général Morales Bermudes, plus soucieux des relations avec les Etats-Unis. Mais ce même

général, tout en réouvrant grand les portes du pays à l'influence américaine, se préoccupe toujours de maintenir des relations positives avec l'Union soviétique, ce qui lui permet de compter sur une neutralité bienveillante du Parti communiste péruvien, fort de son contrôle sur la principale centrale syndicale, la Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP).

Mais le prix à payer, de la part des travailleurs, pour l'assainissement de la situation politique se fait trop lourd. Il est même insupportable : augmentation des tarifs publics et des prix des produits de première nécessité. Les luttes qui ont repris avec vigueur depuis la mi-juin sont ponctuées d'épreuves de force, ou de menaces d'épreuves de force...

Le 19 juillet, c'est la grève générale, sévèrement réprimée, mais extrêmement massive, c'est l'annonce d'une nouvelle grève générale le 23 août, rendue impossible par les manœuvres de la direction communiste de la CGTP. Les négociations de la direction de la CGTP avec le ministre du Travail vont bon train, mais bien évidemment sans aboutir à rien de concret.

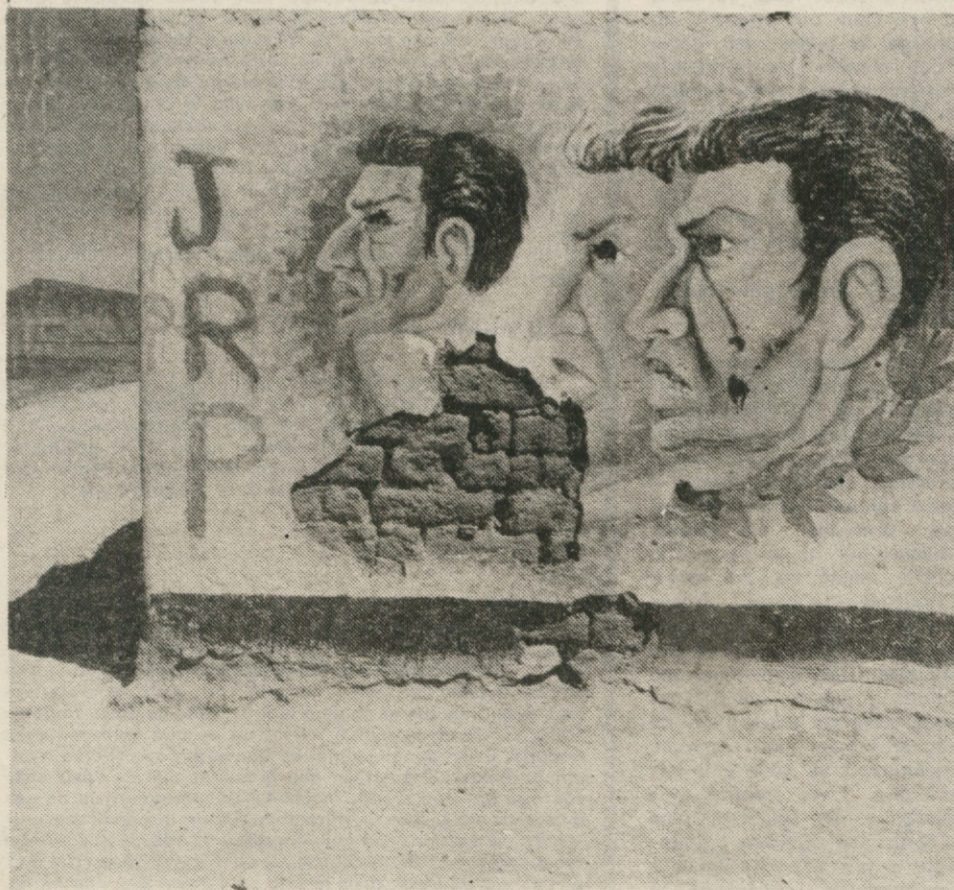
Une nouvelle grève générale, à l'initiative d'une quarantaine de centrales, annoncée pour les 23 et 24 janvier, a de nouveau été annulée par la CGTP. Les appels à la raison du gouvernement trouvent une oreille attentive chez les dirigeants syndicaux. Mais l'explosion sociale n'est pas loin et il faut bien la canaliser.

Aujourd'hui, au Pérou, la lutte pour la solidarité avec les conflits en cours, comme celui des ouvriers métallurgistes de Sider-Peru, en lutte depuis sept semaines, s'identifie avec la lutte pour une grève générale qui soit à même de faire plier le gouvernement.



C. P.

Sur le bord de la route...



Sur les murs blanchis à la chaux d'un village, les peintures murales d'une organisation révolutionnaire exaltant trois héros de l'histoire de la lutte des classes.



Peinture murale : la force du peuple travailleur.